

## Guinée — Analyse thématique et appendice statistique

Ce document de la série des questions générales et appendice statistique sur la Guinée a été préparé par une équipe des services du Fonds monétaire international (FMI) à titre de document de référence aux fins des consultations périodiques avec le pays membre. Il repose sur les informations disponibles à l'achèvement des consultations, le 6 décembre 2007. Les vues exprimées dans ce document sont celles de l'équipe des services du FMI et ne reflètent pas nécessairement les vues des autorités guinéennes ni celles du Conseil d'administration du FMI.

La politique de publication des rapports des services et d'autres documents autorise la suppression d'informations sensibles.

**Afin d'aider le FMI à évaluer sa politique de publication, les lecteurs sont invités à faire part de leurs observations, qui peuvent être envoyées par courrier électronique à [Publicationpolicy@imf.org](mailto:Publicationpolicy@imf.org).**

Ce rapport peut être obtenu sur demande à :

International Monetary Fund • Publication Services  
700 19<sup>th</sup> Street, N.W. • Washington, D.C. 20431  
Téléphone: (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201  
Adresse électronique : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) Internet : <http://www.imf.org>

Prix unitaire : 18 dollars

**Fonds monétaire international  
Washington, D.C.**

FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GUINÉE

**Analyse thématique et appendice statistique**

Préparé par Jean Le Dem, Chris Geiregat, Michael Gorbanyov et Mahvash Qureshi  
(Département Afrique)

Approuvé par le Département Afrique

6 décembre 2007

Sommaire	Page
L'industrie de la bauxite et de l'alumine sous l'angle macroéconomique .....	3
I. Introduction .....	3
II. Le secteur de la bauxite et de l'alumine en Guinée : contexte et évolution .....	4
A. Performances, structure et perspectives à moyen terme .....	4
B. Évolution des prix et des recettes d'exportation de la bauxite et de l'alumine .....	8
III. Fiscalité du secteur de la bauxite et de l'alumine en Guinée .....	10
A. Contexte général et scénario actuel .....	10
B. Réforme de la fiscalité minière .....	11
IV. Questions de transparence et de gouvernance .....	12
V. Conclusions .....	13
Références bibliographiques .....	15
Encadré	
1. Acteurs intervenants dans l'industrie de la bauxite et de l'alumine en Guinée .....	7
Appendices	
I. Grands projets miniers en Guinée .....	17
II. Analyse économétrique de la relation entre les cours mondiaux de l'aluminium et la valeur des exportations de bauxite et d'alumine de la Guinée .....	18
III. Principales caractéristiques de la fiscalité minière (hors pétrole) en Guinée et dans un échantillon de pays en développement .....	21
IV. Principe de bonnes pratiques de transparence budgétaire du FMI, appliqués à la gestion des recettes tirées des ressources naturelles .....	22

## Tableaux statistiques

1. Principaux indicateurs sociaux et démographiques .....	23
2. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2000 – 06 .....	24
3. PIB aux prix courants par composante de la demande, 2000 – 06 .....	25
4. PIB aux prix constants de 1996, par secteur, 2000 – 06 .....	26
5. Indice des prix à la consommation, 2000 – 06 .....	27
6. Indice des prix à la consommation, 2000 – 06 .....	28
7. Opérations financières de l'État, 2000 – 06 .....	29
8. Recettes de l'administration centrale, 2000 – 06 .....	30
9. Dépenses de l'administration centrale, 2000 – 06 .....	31
10. Situation monétaire, 2000 – 06 .....	32
11. Récapitulatif des comptes de la Banque centrale, 2000 – 06 .....	33
12. Récapitulatif des comptes des banques créatrices de monnaie, 2000 – 06 .....	34
13. Répartition du crédit bancaire par secteur et par échéance, 2000 – 06 .....	35
14. Structure des taux d'intérêt, 2000 – 06 .....	36
15. Balance des paiements, 2000 – 06 .....	37
16. Composition des exportations de marchandises, 2000 – 06 .....	38
17. Composition des importations de marchandises, 2000 – 06 .....	39
18. Répartition géographique des échanges/exportations, 2000 – 06 .....	40
19. Répartition géographique des échanges/importations, 2000 – 06 .....	41
20. Dette extérieure publique, 2000 – 06 .....	42
21. Indicateurs de la solidité financière du secteur bancaire, 2001 – 06 .....	43
22. Structure du portefeuille de prêts des banques commerciales, 2001 – 06 .....	44
23. Engagements à moyen et long terme au titre du service de la dette extérieure publique, 2000 – 06 .....	45
24. Taux de change nominaux et indices du taux de change effectif, 1 <sup>er</sup> trimestre 2000 – 4 <sup>e</sup> trimestre .....	46

## L'INDUSTRIE DE LA BAUXITE ET DE L'ALUMINE SOUS L'ANGLE MACROÉCONOMIQUE<sup>1</sup>

### I. INTRODUCTION

1. **La Guinée dispose des plus importantes réserves de bauxite du monde qui représentent plus du tiers des réserves mondiales prouvées.** La production de bauxite, réalisée sur les trois sites miniers de Sangarédi, Kindia et Fria est parmi les plus importantes au monde. Actuellement, la bauxite et l'alumine représentent environ 60 % des exportations de la Guinée et le quart de ses recettes fiscales.<sup>2</sup>
2. **La Guinée n'a toutefois pas réalisé tout le potentiel de ses ressources minières.** La production annuelle de bauxite est très faible au regard des réserves prouvées. La production d'alumine est aussi faible par rapport à d'autres pays producteurs de bauxite. L'apport de ce secteur au PIB a diminué, de 13 % au début des années 90 à 10 % ces dernières années. La Guinée a une usine d'alumine et ne produit pas d'aluminium. Ainsi, 4 % seulement de la production totale de bauxite est transformée sur place en alumine, le reste étant exporté sous forme de minerais brut.
3. **La contribution du secteur de la bauxite et de l'alumine aux recettes publiques a baissé au fil des années.** De 60 % en 1993, cette contribution est tombée à 20 % en 2005. L'une des raisons de ce déclin tiendrait à la baisse persistante du prix de la bauxite exportée par la Guinée depuis le début des années 90, résultat de la renégociation de ce prix intervenue à la fin des années 1980, à la demande des sociétés minières. La part de la bauxite et de l'alumine dans le total des exportations a aussi diminué, ramenée de plus de 70 % en 1990 à 60 % environ en 2005. Toutefois, cette dernière tendance devrait s'inverser au cours des années à venir, à la faveur du démarrage de plusieurs projets miniers de grande envergure.
4. **Ce document examine les principales raisons des résultats médiocres du scénario de la bauxite et de l'alumine en Guinée, en portant une attention particulière aux questions de fiscalité et de transparence.** Il analyse aussi la structure du secteur ainsi que les investissements et les réformes en cours. Cette analyse révèle que la croissance du secteur a été entravée par des facteurs comme l'incohérence de sa fiscalité, le manque de transparence des négociations menées entre le gouvernement et les compagnies minières sur les prix et les questions fiscales, et un environnement généralement peu favorable à l'investissement.
5. La section B passe en revue les performances et la structure du secteur de la bauxite et de l'alumine en Guinée et examine les perspectives à moyen terme. La section C porte sur la fiscalité minière et les actions menées pour le réformer. La section D aborde les questions de transparence et de gouvernance du secteur. Les conclusions de l'analyse figurent à la section E.

<sup>1</sup> Préparé par Mahvash Saeed Qureshi et Konstantin Fedorov.

<sup>2</sup> Pour obtenir de l'aluminium on part d'un minerai, la bauxite, dont on extrait d'abord, par un procédé chimique, l'oxyde tri hydrate d'aluminium (alumine) qui est ensuite transformé par raffinage, en aluminium métal.

## II. LE SECTEUR DE LA BAUXITE ET DE L'ALUMINE EN GUINÉE : CONTEXTE ET ÉVOLUTION

### A. Performances, structure et perspectives à moyen terme

6. **Le secteur de la bauxite et de l'alumine génère plus de 60 % des exportations et 20 % au moins de ses recettes fiscales de la Guinée.** C'est l'un des principaux fournisseurs de bauxite et d'alumine des États-Unis, du Canada et de l'Europe. Mais l'importance relative du secteur diminue depuis le début des années 1990 et son apport au secteur minier, à la production intérieure, aux exportations et aux recettes publiques a fortement baissé (tableau 1 du texte).

Tableau 1 (texte). Guinée — Contribution du secteur de la bauxite et de l'alumine à l'économie guinéenne, 1990 – 2005 <sup>1</sup>

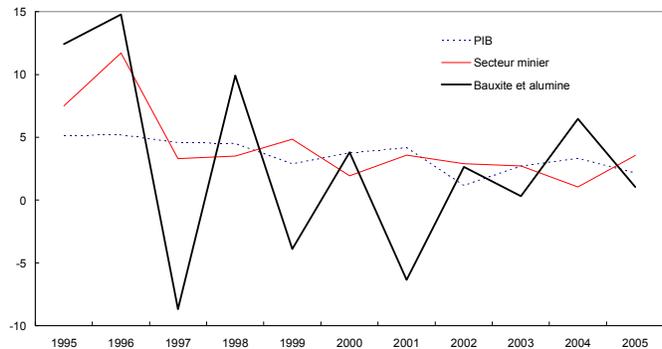
	1990 – 93	1994 – 97	1998 – 2001	2002 – 05
Valeur ajoutée (pourcentage du secteur minier)	85	83,5	73,8	66,9
Valeur ajoutée (pourcentage du PIB)	12,9	10,6	11,1	10,2
Exportations (pourcentage du total)	71,6	63,4	62,6	61,5
Recettes fiscales (pourcentage du total)	40,4	27,5	27,6	20,5
Recettes fiscales (pourcentage des exportations minières)	32,2	27,1	24	18,1

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Les données statistiques correspondent à la moyenne de chaque période.

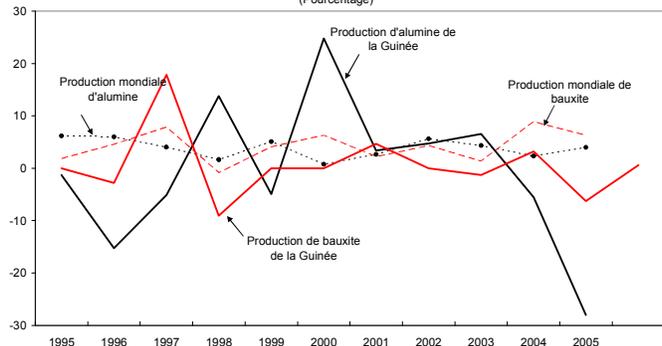
7. **Les résultats du secteur de la bauxite de l'alumine en Guinée ont été très inconstants durant plusieurs années** (graphique 1 du texte). Si le taux moyen de croissance annuelle du PIB réel a été de 3,4 % et celui du secteur minier de 3,7 %, le secteur de la bauxite et de l'alumine ont connu une croissance moyenne de 2,5 % seulement sur la période 1995 – 2005. Dans le même temps, la production mondiale augmentait au rythme annuel relativement stable de 4 % (graphique 2 du texte). Le secteur comptant pour 60 % du total des exportations, la volatilité de ses résultats a pesé sur la croissance globale des exportations; de ce fait, la croissance réelle des exportations a été en moyenne de 1,2 % par an entre 1995 et 2005.<sup>3</sup>

Graphique 1 (texte). Taux de croissance réels du PIB et du secteur minier, 1995 – 2005 (Pourcentage)



Source : estimations des services du FMI.

Graphique 2 (texte). Taux de croissance réelle de la production de bauxite et d'alumine, 1995 – 05 (Pourcentage)

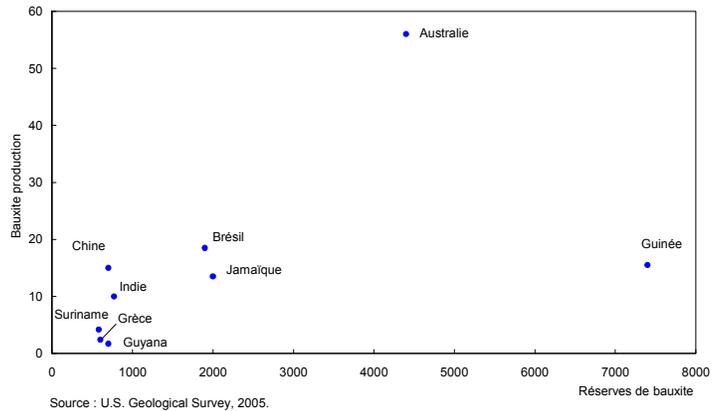


Sources : U.S. Geological Survey, 2007 et IAI, 2007.

<sup>3</sup> Source : Banque mondiale (2007).

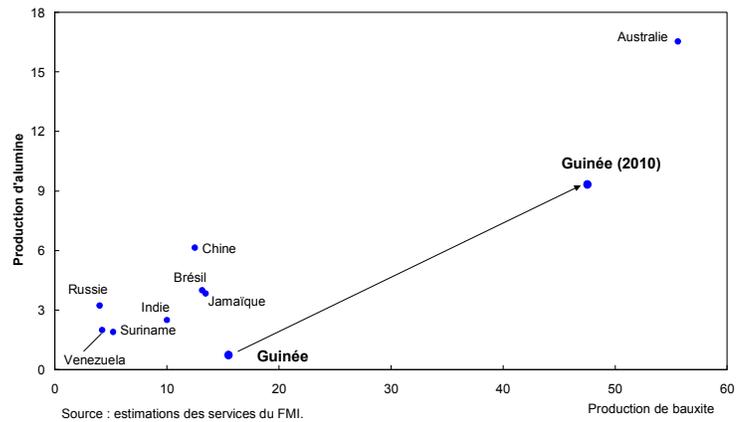
8. **Selon les estimations, le tiers des réserves mondiales de bauxite se trouve en Guinée, dont la majeure partie est à haute teneur en minerai et encore inexploitée.** Comparée à celle d'autres grands producteurs, la production de la Guinée qui détient les plus importantes réserves connues de bauxite du monde, s'apparente aux modes de production de la Chine et de l'Inde qui ne détiennent que le dixième des réserves guinéennes (voir graphique 3 du texte).

Graphique 3 (texte). Principaux producteurs de bauxite, 2004  
(Millions de tonnes séchées)



9. **La Guinée présente le plus faible ratio de production alumine/bauxite des grands producteurs mondiaux de bauxite et d'alumine** (graphique 4 du texte).<sup>4</sup> La Guinée n'a qu'une raffinerie d'alumine d'une capacité de production d'environ 0,6 million de tonnes; ainsi, plus de 95 % de la bauxite est exportée sous forme de minerai brut.

Graphique 4 (texte). Principaux producteurs de bauxite et d'alumine, 2004  
(Millions de tonnes)



10. **Le désintérêt pour la transformation sur place est l'une des principales raisons des piètres résultats de la filière en Guinée.** Campbell et Clapp (1995) signalent que bien que le gouvernement guinéen ait encouragé la transformation sur place dans les années 60 et 70, la tendance s'est relâchée dans les années 80, peut-être en raison de la restructuration du secteur de l'aluminium à l'échelle internationale. Les sociétés multinationales ont diversifié leurs sources de bauxite et privilégié la construction de raffineries d'alumine à des endroits présentant une situation politique plus favorable, des coûts de production plus bas (en énergie notamment) et proches des grands débouchés. Ainsi, les pays exportateurs de bauxite comme la Guinée se sont retrouvés en position de faiblesse et ont dû renégocier les prix et les régimes fiscaux avec les compagnies étrangères à la demande de celles-ci.

<sup>4</sup> Seul le Guyana, qui ne produit pas d'alumine en ce moment, présente un taux de production alumine/bauxite plus faible que la Guinée.

**11. Les difficultés d’approvisionnement en énergie et le climat en général peu propice des investissements comptent parmi les raisons qui peuvent expliquer la faible croissance du secteur.**

L’approvisionnement électrique, vital pour la production d’alumine et d’aluminium, est une contrainte lourde en Guinée.<sup>5</sup> Le mauvais état des infrastructures de transport et le manque de capital humain et de capacité d’organisation sont autant d’autres sources de grave préoccupation. Le taux d’alphabétisation des adultes n’est que de 29 %; les employés des compagnies minières sont en majorité des illettrés. Les entreprises ont du mal à obtenir sur place les services de techniciens ou de sous-traitants fiables. L’incertitude politique et l’insécurité ont aussi pesé sur le secteur de la bauxite et de l’alumine. À titre d’exemple, une grande société internationale de production de bauxite a signalé avoir été confrontée à de fréquentes difficultés d’acheminement de sa production en raison de blocages des lignes ferroviaires par des groupes de personnes qui réclamaient des paiements pour laisser passer les trains de marchandises.<sup>6</sup>

**12. Le secteur de la bauxite et de l’alumine en guinéenne est dominé par trois producteurs : Alumina Compagnie de Guinée (ACG), Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) et Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK).**

La CBK et ACG sont contrôlées par le géant russe l’aluminium RUSAL; elles exportent surtout vers la Russie et l’Ukraine. CBG appartient à la société américaine Alcoa Inc., au canadien Alcan Inc. et à l’État guinéen.<sup>7</sup> Elle exporte surtout vers les marchés américains et européens (voir encadré 1 pour plus de précisions).

**13. Ces dernières années, un certain nombre de grands projets d’investissement ont été proposés pour augmenter la production de bauxite et d’alumine de la Guinée.**

Il s’agit notamment de la construction de six nouvelles raffineries d’alumine et de l’extension de la raffinerie existante d’ACG. Le total des investissements générés par ces projets est estimé à environ 20 milliards de dollars EU (voir appendice I). On estime en gros que d’ici 2010, la production sera multipliée par cinq pour la bauxite et par dix pour l’alumine si ces projets sont

---

<sup>5</sup> La production annuelle d’électricité de la Guinée est de 320 mégawatts, dont 40 % est produite et consommée par les compagnies minières. La société nationale d’électricité, Énergie de Guinée, est confrontée à une série de problèmes financiers et techniques : recouvrement des arriérés de gros consommateurs comme l’État; manque de personnel qualifié et mauvais état du réseau de distribution; piratage des lignes (EIU, 2006). La Guinée, appelée “le château d’eau de l’Afrique”, a un énorme potentiel hydroélectrique (estimé à environ 1000MW).

<sup>6</sup> Les grèves et les mouvements sociaux du second semestre 2006 ont interrompu un temps la production de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG). La production a de nouveau été interrompue au début 2007 en raison des grèves générales. La CBG a perdu 631.000 tonnes de production pendant la grève; ne produisant qu’à 25 % de sa capacité, la Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK) a perdu 210.000 tonnes et Alumina Compagnie de Guinée (ACG), 36.000 tonnes. Le réseau et du matériel ferroviaire ont aussi été endommagés.

<sup>7</sup> Le groupe minier international Rio Tinto a récemment pris le contrôle de Alcan Inc. pour 38,1 milliards de dollars EU, créant la plus grande société de production d’aluminium du monde, Rio Tinto Alcan, dont le siège est à Montréal (Canada); reste à savoir si la nouvelle structure aura une incidence sur la propriété de la CBG.

exécutés dans les délais prévus (voir graphique 4 du texte).<sup>8</sup> Ainsi, les recettes d'exportation et les recettes fiscales provenant du secteur devraient augmenter fortement.

14. **La poussée de la demande mondiale d'aluminium est la principale raison du regain d'intérêt des entreprises multinationales pour la Guinée.** La demande mondiale d'alumine et d'aluminium devrait augmenter d'au moins 4 % par an à moyen terme, surtout tirée par le vif essor des secteurs du bâtiment, du transport et manufacturier en Chine.<sup>9</sup> La Guinée devrait jouer un rôle essentiel pour la satisfaction de cette demande vu ses réserves de bauxite. Les sociétés minières internationales semblent déterminées à investir en Guinée et à accroître sa capacité de raffinage. Toutes les raffineries d'alumine prévues seront installées à proximité des sites de production de bauxite pour réduire les coûts de transport vers d'autres raffineries. Les investisseurs entendent surmonter les difficultés d'infrastructure et énergétiques en investissant dans la production d'électricité sur place, dans le transport ferroviaire et dans les équipements de transport et de stockage.

#### Encadré 1. Intervenants du secteur de la bauxite et de l'alumine en Guinée

**La Compagnie des bauxites de Guinée (CBG) basée à Sangarédi** a été créée en 1963 par l'État Guinée qui détient 49 % de parts de capital et un consortium international, Halco Mining, qui détient le reste des parts. À l'heure actuelle, Halco Mining appartient à Alcoa World Alumina LLC (45 %), Alcan Inc. (45 %) et Dadco Investments Ltd. (10 %). La CBG a entamé ses activités d'extraction minière en 1973 et a des droits exclusifs sur les réserves de bauxite du plateau de Sangarédi. L'entreprise gère également un port à Kamsar pour le séchage et l'expédition de la bauxite; elle exporte par an, 11 à 14 millions de tonnes de minerai de bauxite à haute teneur vers des raffineries d'alumine en Amérique du nord et en Europe.

**La Compagnie des bauxites de Kindia (CBK) a commencé ses activités minières en tant qu'Office des Bauxites de Kindia (OBK) en 1974.** L'OBK était initialement une entreprise publique qui a été transformée en SARL appelée Société des bauxites de Kindia (SBK) en 1992 après de graves difficultés financières. En 2001, la SBK a été transférée à un conglomérat russe, RUSAL, pour une durée de 25 ans et opère depuis sous le nom de CBK. La CBK a une capacité de production annuelle de 3,1 millions de tonnes de bauxite. Elle fournit plus de 65 % de sa production à la raffinerie d'alumine de Nikolaev en Ukraine et le reste à des ailleurs dans le monde.

**Alumina Compagnie de Guinée (ACG), également connue sous le nom de raffinerie d'alumine de Friguia a une longue tradition d'opérations minières à Fria.** Elle constitue une entreprise intégrée verticalement qui transforme la bauxite qu'elle produit en alumine pour l'exportation. Elle est entrée en service en 1957 sous le contrôle de l'entreprise française Pechiney Ugine, puis du consortium international, Fria Company (Frialco) dont Pechiney Ugine avait 26,5 % des parts. En 1973, Frialco a passé un accord avec le gouvernement pour la création d'une co-entreprise, Friguia, dont l'État guinéen détenait 49 %. Lorsque Friguia a été confrontée à de graves difficultés financières, Frialco a cédé ses parts à l'État pour un montant symbolique de 1 dollar EU en 1998. L'État guinéen a créé ACG en société de gestion de la mine de Friguia en 2000, avec l'assistance de Reynolds Metals. L'État a retenu l'intégralité des droits de raffinage et détient 15 % des parts du capital d'ACG. Reynolds Metals a toutefois vendu ses parts à RUSAL en décembre 2002; en avril 2006, RUSAL a conclu un accord avec l'État au terme duquel la raffinerie de Friguia et les 15 % de parts de capital d'ACG détenus par l'État ont été cédés à RUSAL. Sa capacité actuelle de traitement est estimée à 640.000 tonnes d'alumine et 1,9 million de tonnes de bauxite.

Sources : Campbell et Clapp (1995), Bermudez-Lugo (2005) et Africa Research Bulletin (2007).

<sup>8</sup> Les estimations sont basées sur les prévisions de production de Global Alumina, 3PL, Dian-Dian, la première phase du projet Alcoa/Alcan et l'extension prévue de la raffinerie d'ACG. Le ratio entrée/sortie de ACG est utilisé pour établir les estimations et calculer le volume de bauxite qui doit être produit par chaque nouveau site pour la consommation intérieure.

<sup>9</sup> Source : Roskill (2005).

## B. Évolution des prix et des recettes d'exportation de la bauxite et de l'alumine

15. **Les prix de la bauxite ne sont que faiblement corrélés aux cours mondiaux de l'aluminium** (graphique 5 du texte).<sup>10</sup> C'est le résultat du mode de détermination des prix de la bauxite en Guinée. Selon la norme internationale, les producteurs de bauxite et d'alumine de Guinée sont verticalement intégrés aux chaînes de production d'alumine et vendent leur production à l'étranger à des prix négociés à l'avance à des entreprises avalisées par leurs propriétaires. Les prix négociés entre les compagnies minières et l'État guinéen reposent sur des contrats à long terme qui ne comportent, en règle générale, qu'une faible et lente composante de répercussion des variations des cours mondiaux de l'aluminium.<sup>11</sup> De ce fait, l'État guinéen ne tire pas immédiatement et pleinement parti des hausses des cours mondiaux d'aluminium. Cette observation est étayée par notre analyse économétrique formelle qui montre que le cours mondial de l'aluminium n'a pas d'effet immédiat sur les prix de bauxite en Guinée (voir appendice II). Mais il existe une relation à long terme entre les prix de la CBG et les cours mondiaux : une hausse de 1 % des cours mondiaux se répercute en fin de compte par une augmentation d'environ 0,4 % des prix de la CBG.

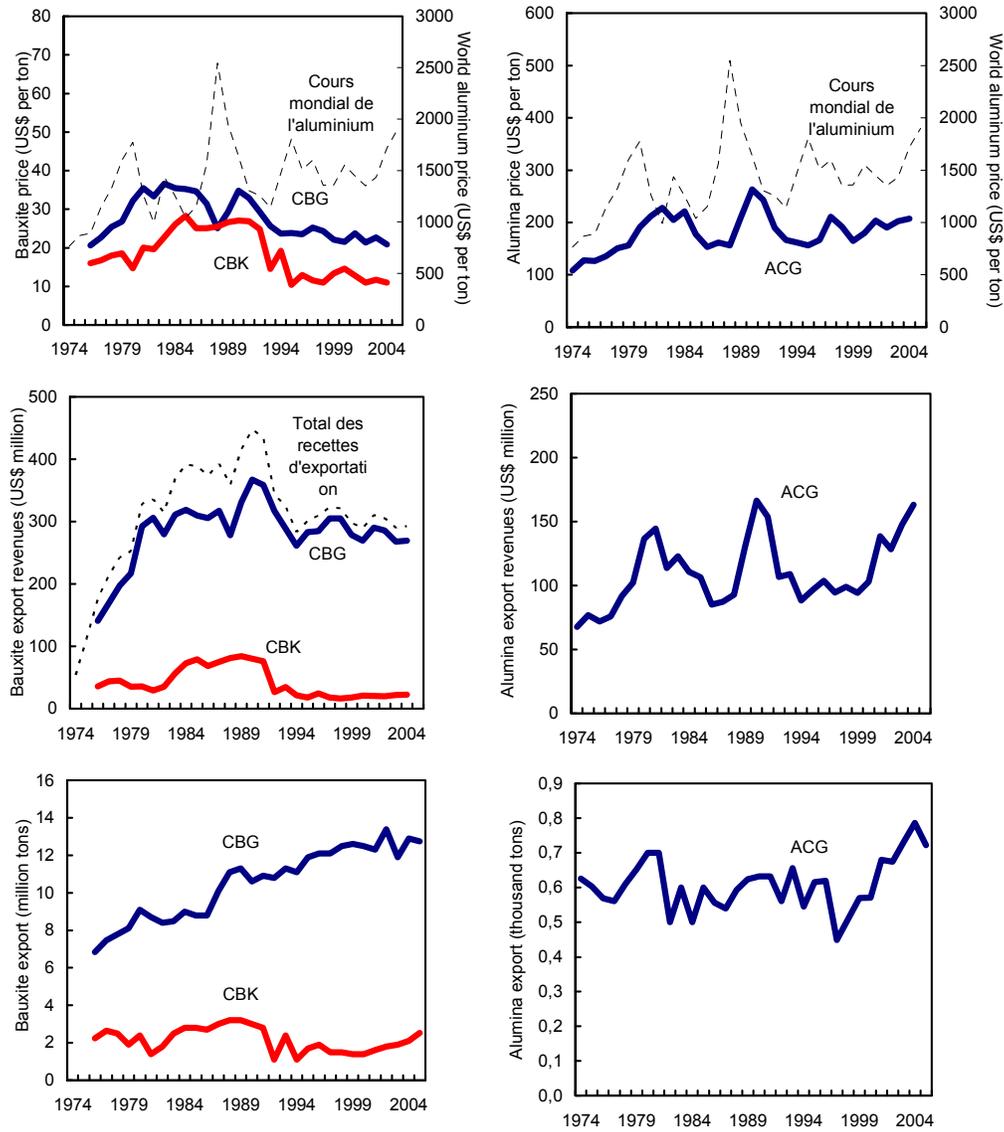
16. **Le prix de la bauxite diminue depuis le début des années 1990.** Cette forte baisse du prix de la bauxite résulte peut-être des négociations menées à la fin des années 1980 pour restructurer la détermination des prix et le régime fiscal du minerais brut. Ces renégociations menées par la CBG et Friguia, ont favorisé les compagnies minières et visaient à réduire sensiblement le prix à l'exportation de la bauxite. La restructuration mondiale du secteur de l'aluminium intervenu à la fin des années 1980, avec la diversification des sources d'approvisionnement des grandes sociétés multinationales, a entraîné une baisse générale de la capacité de négociation des exportateurs de bauxite, en particulier dans les pays en développement, ce qui a pesé sur les prix de la bauxite partout dans le monde. Cette observation est corroborée par la comparaison des prix à l'exportation de la bauxite de Guinée avec ceux des principaux fournisseurs de bauxite du marché des États-Unis. Les prix de la bauxite du Guyana, de la Jamaïque et du Suriname — ces trois pays couvrant plus de 50 % de la bauxite importée aux États-Unis — ont aussi baissé depuis le début des années 90 (voir graphique 6 du texte).

---

<sup>10</sup> Le cours mondial de l'aluminium est un point de repère naturel pour évaluer les prix à l'exportation de la bauxite de Guinée. En effet, les prix de la bauxite et de l'alumine ne sont pas fixés sur le marché international mais plutôt par contrat. De ce fait, il n'existe pas de prix de référence pour la bauxite. En principe, les contrats devraient tenir compte du cours mondial de l'aluminium dont toute variation devrait être répercutée sur les prix à l'exportation de la bauxite et de l'alumine produites en Guinée.

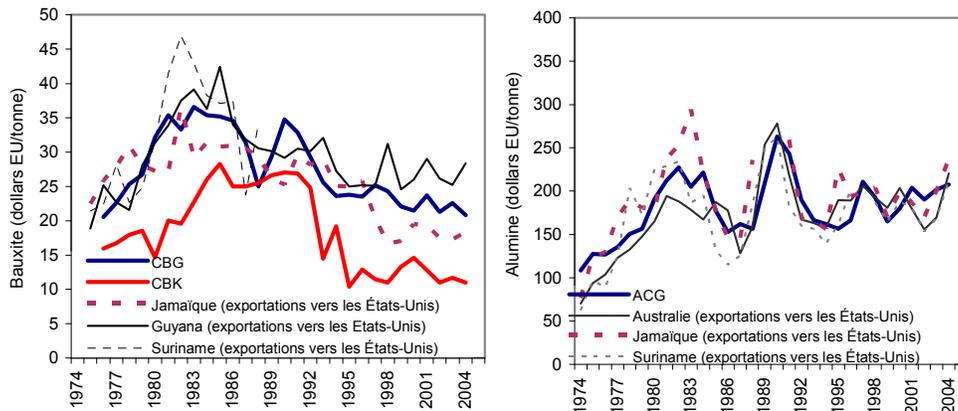
<sup>11</sup> Les prix négociés obéissent généralement à des formules complexes qui peuvent tenir compte de l'évolution des cours de l'aluminium et de l'alumine, ainsi que des variations des coûts de production. Le détail des accords particuliers de prix conclus par la Guinée n'est pas rendu public.

Graphique 5 (texte). Guinée — Prix et recettes d'exportation de la bauxite et de l'alumine, 1974 - 2004



Sources : autorités guinéennes, FMI (2006).

Graphique 6 (texte). Prix à l'exportation de la Guinée et des principaux exportateurs de bauxite et d'alumine vers les États-Unis, 1974 - 2004



Sources : autorités guinéennes, U.S. Geological Survey.

17. **En valeur nominale, les recettes d'exportation du secteur de la bauxite ont été assez stables durant les années 90** du fait que, malgré la baisse des prix, les exportations de la CBG ont augmenté en moyenne de 1 % par an, ce qui a quelque peu stabilisé le niveau des recettes. En hausse depuis 2000, les recettes d'exportation de la CBK ont augmenté de près de 10 %. Toutefois, en valeur et en volume, elles restent inférieures au niveau d'avant 1990.

18. **Les cours de l'alumine suivent de plus près les cours mondiaux de l'aluminium que ceux de la bauxite.** L'analyse économétrique confirme cette observation qui montre que bien qu'il n'y ait pas d'effet immédiat des cours mondiaux de l'aluminium sur les prix de l'alumine produite en Guinée, l'effet à long terme est presque le double de celui sur les prix de la bauxite. En outre, l'ajustement des prix sur les cours mondiaux de l'aluminium est aussi plus rapide pour l'alumine que pour la bauxite.<sup>12</sup> Le graphique 6 du texte montre que le prix à l'exportation de l'alumine de Guinée est conforme à celui d'autres producteurs d'alumine comme l'Australie, la Jamaïque et le Suriname.

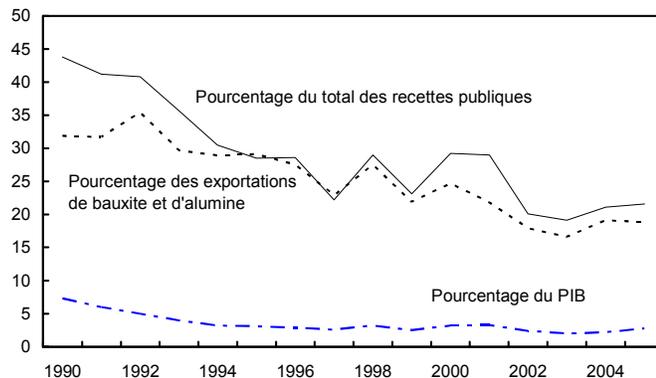
### III. FISCALITÉ DU SECTEUR DE LA BAUXITE ET DE L'ALUMINE EN GUINÉE

#### A. Contexte général et scénario actuel

19. **Par rapport au total des recettes fiscales et du produit des exportations, les impôts acquittés par le secteur de la bauxite et de l'alumine ont baissé depuis le début des années 90** (graphique 7 du texte). Ceci pourrait être la résultante de trois facteurs. Premièrement, comme indiqué à la section précédente, les recettes d'exportation des producteurs de bauxite sont restées assez constantes malgré la baisse des prix. Conjugué à la hausse des coûts de production

signalée, ceci a eu pour effet de réduire de revenu imposable des producteurs, entraînant une baisse des recettes publiques. Deuxièmement, les impôts acquittés par ACG et la CBK ont diminué dans les années 90, suite à leurs grandes difficultés financières. Troisièmement, les renégociations de prix et de régime fiscal par chacun des grands producteurs de bauxite au

Graphique 7 (texte). Impôts acquittés par le secteur de la bauxite et de l'alumine, 1990 – 2005



Source : estimations des services du FMI.

<sup>12</sup> Le temps de rattrapage de l'écart est de deux ans pour les prix de la CBG et d'un an pour ceux d'ACG.

début des années 90 à la demande de ceux-ci, ont fortement diminué les montants d'impôts acquittés (Campbell et Clapp, 1995).<sup>13</sup>

20. **La fiscalité des sociétés minières est disparate.** Les droits d'accise, d'exportation et les taux de l'impôt sur les sociétés diffèrent pour les trois compagnies (tableau 2), étant donné que leur régime fiscal est régi par des conventions spécifiques à chacune d'elles et non par le Code minier de 1995. Les conventions ont été signées à des moments différents et négociés au cas par cas, accordant des incitations fiscales différentes à chaque compagnie minière. Ainsi par exemple, la CBG semble plus lourdement imposée du fait que les paiements qu'elle effectue comprennent la part de dividendes due à l'État.

**Tableau 2 (texte). Guinée — Taux d'imposition actuels du secteur de la bauxite et de l'alumine**  
(Pourcentage)

	Droits d'accise et d'exportation	Impôt sur le revenu	Taxe sur les dividendes	Droits d'importation
CBG	-	65	15	5,6
CBK	0,6 USD/tonne de bauxite	35 <sup>1</sup>	-	-
ACG	0,5 USD/tonne de bauxite	30	15	5,6

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> La CBK est exonérée de l'impôt sur les sociétés jusqu'à 2010.

21. **Le code minier guinéen de 1995 a largement perdu de sa pertinence dans le contexte fiscal actuel.** Le code n'est pas particulièrement défavorable à l'investissement, comparé aux régimes fiscaux d'autres pays riches en ressources minières mais il n'a été que partiellement appliqué en raison des conventions particulières en vigueur.<sup>14</sup> À titre d'exemple, les dispositions relatives à la réduction des parts de capital de l'État ont été appliquées au moment du changement de propriétaire de la CBK et de Friguia mais pas les autres dispositions comme le taux d'imposition universel de 35 % sur les sociétés minières. De même, les conventions ratifiées en 2005 avec quelques investisseurs leur accordent 15 ans d'exonération fiscale bien que le code n'autorise que 8 ans d'exonération.

## B. Réforme de la fiscalité minière

22. **Le gouvernement guinéen a engagé une réforme de la fiscalité minière ces dernières années.** Les autorités sollicitent l'assistance de la Banque mondiale pour la poursuite des réformes qui visent à rationaliser le régime fiscal en vigueur et à l'aligner sur

<sup>13</sup> À la demande de la CBG, ses prix ont été renégociés de nouveau en 2000. L'entreprise a estimé que les coûts de production élevés de ses usines d'aluminium en Amérique du nord imposaient une renégociation.

<sup>14</sup> Voir appendice III, comparaison du Code minier de la Guinée avec les régimes fiscaux que d'autres pays riches en ressources minières appliquent au secteur minier.

les meilleures pratiques internationales.<sup>15</sup> Le gouvernement entend adopter une convention minière type et un nouveau code minier (CM) dans le cadre de ces réformes qui devraient moderniser et unifier la fiscalité minière.<sup>16</sup>

**23. Les autorités envisagent d'adopter la convention type avant le nouveau CM afin de poursuivre les grands projets miniers prévus.** Les conventions ne se substitueront toutefois pas au CM qui s'appliquera uniquement aux projets portant sur un investissement d'au moins 50 millions de dollars EU. Le projet de convention type est réexaminé au ministère des mines et de la géologie pour en préciser certains éléments comme les modalités d'octroi, de renouvellement ou de révocation des licences de prospection, la superficie des concessions minières, le taux de l'impôt sur les sociétés, les conventions de développement social et le rôle du ministère des mines et de la géologie. Les autorités envisagent de modifier le projet à la lumière de ce réexamen avant qu'il ne soit adopté en Conseil des ministres.

**24. Le gouvernement a également engagé une revue des contrats miniers en vigueur, axée sur les obligations fiscales.** Un *Comité interministériel de renégociation des conventions et accords miniers* (CIRCAM) a été mis sur pied à cet effet en juin 2007. Les membres du CIRCAM représentent le gouvernement (ministères des mines et de la géologie, des finances et de la justice), la banque centrale, les syndicats et la société civile. Il a pour mandat de déceler les lacunes des contrats miniers individuels et de renégocier avec les sociétés concernées. Le CIRCAM prévoit de revoir et de renégocier 13 conventions et accords, y compris l'accord avec la CBK.

#### IV. QUESTIONS DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE

**25. La Guinée étant un pays riche en ressources minières, la transparence et la bonne gouvernance de la gestion de ces richesses sont cruciales.**<sup>17</sup> L'un des aspects primordiaux pour la Guinée est la transparence des négociations menées avec chaque société minière. Les principes qui ont guidé les négociations antérieures ont été tenues secrètes, de même que les dispositions relatives au partage des recettes et au régime fiscal n'ont pas été rendues publiques. Ce manque de transparence a engendré une fiscalité complexe et fragmentée en Guinée. L'autre sujet de préoccupation a trait aux principes qui régissent l'octroi de permis de prospection et la détermination des montants des droits d'exploration exclusifs qui manquent de clarté et sont peut-être préjudiciables aux recettes publiques.

---

<sup>15</sup> Les meilleures pratiques internationales correspondent aux normes et bonnes pratiques fiscales reconnues de collecte et de gestion des recettes provenant de l'exploitation des ressources naturelles. Ces régimes peuvent varier dans le détail mais doivent en général satisfaire à certains critères de transparence, d'administration et de gestion. Voir appendice IV, recommandations du FMI pour permettre aux pays riches en ressources naturelles d'accroître leur part des recettes tirées des ressources naturelles.

<sup>16</sup> L'évaluation du régime fiscal de la Guinée effectuée par Otto (2005) montre qu'il est complexe et non compétitif au plan international, comparé à ceux d'autres pays grands producteurs miniers.

<sup>17</sup> Parce que les richesses minières peuvent susciter la corruption, l'instabilité politique et des conflits dans le pays, ce qui nuit à la croissance économique (Auty, 1997; Sachs et Warner, 2000).

26. **Le gouvernement s'emploie à améliorer la transparence et la gouvernance du secteur minier.** En avril 2005 il a adhéré à l'Initiative de transparence des industries extractives (ITIE). Dans le cadre de l'ITIE, le gouvernement s'engage à publier régulièrement les paiements effectués par les compagnies et les montants perçus par l'État, à rapprocher et à auditer les deux séries de données statistiques; à engager un processus participatif auquel toutes les parties prenantes seront associées pour définir, organiser et superviser les obligations relevant de l'ITIE, et à préparer un plan d'actions visant à faire progresser l'initiative.<sup>18</sup>

27. **La collecte et le rapprochement des données afférentes aux paiements et aux recettes pour l'exercice 2005 ont été achevées en octobre 2006.**<sup>19</sup> Un groupe d'experts nationaux et internationaux indépendants a été constitué à cet effet et un rapport reprenant les données non audités a été publié. Les données rapprochées montrent que les statistiques de paiements d'impôts fournies par les sociétés et par les autorités concordent. Les paiements et les recettes ont été audités par un cabinet international indépendant dont les conclusions ont été présentées le 15 octobre 2007 lors d'une conférence de presse présidée par le Premier ministre à Conakry.

28. **Le processus de collecte, de rapprochement et d'audit des données de 2006 a commencé en avril 2007.** Les autorités ont étendu le champ des audits. Les auditeurs auront désormais à déterminer si les paiements effectués par les compagnies minières en 2006 sont conformes à leurs obligations contractuelles.

## V. CONCLUSIONS

29. **Le secteur de la bauxite et de l'alumine en Guinée est sous développé, avec un niveau de production nettement inférieur à son potentiel.** Le manque d'intérêt pour la transformation de la bauxite et de l'alumine sur place, les difficultés d'approvisionnement en électricité et le climat en général peu favorable des investissements peuvent avoir freiné le développement du secteur. Ces facteurs ont découragé l'investissement étranger en Guinée et pesé sur l'expansion, la productivité et le développement du secteur.

30. **Les exportations de minerais de bauxite ont rendu la Guinée vulnérable à la baisse persistante de leurs prix à l'exportation qui ne présentent qu'une faible corrélation avec les cours mondiaux de l'aluminium.** Ceci a considérablement réduit les

---

<sup>18</sup> Les autorités ont mis en place un Comité permanent de mise en œuvre de l'ITIE, composé de 24 membres représentant l'État, les compagnies minières et la société civile. Il dispose de trois sous-comités — statistique, audit et communication, et renforcement des capacités — chargés des principaux volets de l'ITIE. Un comité de supervision (présidé par le Premier ministre) et un comité directeur (présidé par le ministre des finances) ont aussi été mis sur pied pour veiller à la mise en œuvre de l'initiative.

<sup>19</sup> Données recueillies et rapprochées pour ACG, la CBG, la CBK, la Société Anglo Gold Ashanti de Guinée (SAG), la Société minière de Dinguiraye (SMD) et la Société Sémafo.

recettes publiques. Les conventions établies entre l'État et les sociétés minières pour les prix, le partage des revenus et les régimes fiscaux apparemment défavorables à l'État sont une autre raison de la faiblesse des recettes publiques provenant de ce secteur.

31. **Eu égard toutefois à la hausse de la demande mondiale d'alumine, d'aluminium et à la rentabilité potentiellement élevée du secteur, il présente des perspectives à moyen terme encourageantes.** Plusieurs compagnies minières internationales envisagent d'investir près de 20 milliards de dollars EU dans la prospection de la bauxite et le raffinage d'alumine en Guinée, ce qui aiderait à accroître la production et les exportations ainsi qu'à améliorer la situation budgétaire de la Guinée. Les projets prévus pourraient aussi ouvrir la voie à l'industrialisation qui fait grandement défaut à l'économie guinéenne.

32. **Pour tirer pleinement parti de l'augmentation de recettes attendue, la Guinée doit impérativement accélérer les réformes budgétaires et adopter une convention type et un code minier qui intègre les meilleures pratiques internationales.** Ceci permettra d'uniformiser et de rationaliser les régimes fiscaux applicables au secteur minier, tout en améliorant l'efficacité de la fiscalité. Les conventions en vigueur pourraient alors être renégociées et alignées sur la nouvelle convention et le nouveau code.

33. **Il convient de saluer les efforts menés par les autorités guinéennes pour améliorer la transparence et la gouvernance du secteur minier.** L'adhésion à l'ITIE est un pas dans la bonne direction; le gouvernement devrait continuer à n'épargner aucun effort pour respecter les obligations découlant de l'adhésion à l'ITIE. Il est recommandé que les autorités fassent publiquement état de toute future négociation et accords avec les compagnies minières. Une transparence accrue serait de nature à mieux sensibiliser l'opinion publique et à rendre le secteur public comme le secteur privé comptables des accords relatifs aux prix et aux régimes fiscaux.

### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Africa Research Bulletin, 2007, “Bauxite: Guinea,” *Africa Research Bulletin: Economic, Financial and Technical Series*, Vol. 43 (11), pp. 17198C–99A.
- Auty, R.M., 1997, “Natural Resource Endowment, the State and Development Strategy,” *Journal of International Development*, Vol. 9, No. 4, pp. 651–63.
- Baunsgaard, T., 2001, “A Primer on Mineral Taxation,” Working Paper 01/139 (Washington: International Monetary Fund).
- Bermudez-Lugo, O. 2004, “The Mineral Industry of Guinea,” *U.S. Geological Survey Minerals Yearbook* (Washington: U.S. Geological Survey).
- Campbell, B., 1991, “Negotiating the Bauxite/aluminium Sector Under Narrow Constraints,” *Review of African Political Economy*, Vol. 18, No. 51, pp. 27–49.
- Campbell, B., et J. Clapp, 1995, “Guinea’s Economic Performance Under Structural Adjustment: Importance of Mining and Agriculture,” *Journal of Modern African Studies*, Vol. 33, No. 3, pp. 425–49.
- EIU (Economist Intelligence Unit), 2006, *Country Profile: Guinea* (London: EIU).
- International Aluminium Institute, 2007, *Historical IAI Statistics* (London: IAI).
- International Monetary Fund, 1970 through 1999. *Guinea: Recent Economic Developments, 1970, 1972, 1974, 1976, 1979, 1981, 1986, 1987, 1999* (Washington: IMF).
- \_\_\_\_\_, 1993, “Appendix II,” *Guinea: Recent Economic Developments, 1993* (Washington: IMF).
- \_\_\_\_\_, 2006, *International Financial Statistics* (Washington: IMF).
- \_\_\_\_\_, 2007, *Guide on Resource Revenue Transparency (2007)* (Washington: IMF).
- Izon, D., 1995, “The Mineral Industry of Guinea,” *U.S. Geological Survey Minerals Yearbook, 1995* (Washington: U.S. Geological Survey).
- Katz, M., A. Bessaha, G. Devaux, T. Ehrbeck, et J. Ntamantungiro, 1995, *Guinea: Background Paper* (Washington: IMF).
- Metal Bulletin, Aluminium Supplement*, September 2004, “Alumina Booms.
- Otto, J.M., 2005, “Guinean Mining Taxation System: Analysis and Recommendations for Reform,” Rapport non publié.

- Roskill, 2005, *The Economics of Bauxite & Alumina*, 6th Edition (London: Roskill Information Services, Ltd.).
- Sachs, J.D., et A.M. Warner, 2000. "Natural Resource Abundance and Economic Growth," *Leading Issues in Economic Development* (7th ed.), ed. par G.M. Meier et J.E. Rauch (New York: Oxford University Press).
- U.S. Geological Survey, 2005, *Minerals Yearbook, 2005* (Washington: U.S. Geological Survey).
- \_\_\_\_\_, 2007, *Mineral Commodity Summaries* (Washington: U.S. Geological Survey).
- World Bank, 1990, "Republic of Guinea: Country Economic Memorandum," Vol. 2, Rep. No. 8774 (Washington: World Bank).
- \_\_\_\_\_, 1996, "Republic of Guinea. Mining Sector Investment Promotion Project. Staff Appraisal Report," Rep. No. 15291 (Washington: World Bank).
- \_\_\_\_\_, 2007, *World Development Indicators 2007* (Washington: World Bank).

## Appendice I. Grands projets miniers en Guinée

PROJET	TYPE	DATE			CAPACITÉ DE PRODUCTION			INVESTISSEMENT (dollars EU)			INVESTISSEURS	CRÉATION D'EMPLOIS	
		Début	Fin	Durée	Initiale	Extension	Jusqu'à présent	2007-10	Total	Construction		Exploitation	
Usine d'alumine de Sangarédi	Raffinerie d'alumine	2006	2009	4 ans	3.0 mt/an	5.4 mt/yr.	300 millions	2.9 milliards	3.2 milliards	7.000-10.000	Global Alumina/ BHP Billiton/ Dubal Mubadala	7.000-10.000	1.200-1.500
Usine d'alumine de Kamsar	Raffinerie d'alumine	2008	2011	4 ans	1.5 mt./yr.	3.0 mt/yr.	10 millions	1,490 milliard	1,5 milliard	4.000-5.000	Alcoa / Alcan	4.000-5.000	1.000-1.200
ACG Friguia	Extension	2008	2010	2 ans	1.2 mt/yr.	1.5 mt/yr.	70 millions	230 millions	300 millions	—	Ruski Alumini	—	—
Projet Dian-Dian	Mine de bauxite	2008	2009	1 an	1.2 mt/yr. 4.0 mt/yr.	2.8 mt/yr. 4.0 mt/yr.	8 millions	3,982 milliards	4,0 milliards	7.000-10.000	Ruski Alumini	7.000-10.000	2.000-3.000
SBDT	Raff. d'alumine Mine de bauxite	—	2011 2008	1 an 1 an	1.2 mt/yr. 4.0 mt/yr.	2.8 mt/yr. 4.0 mt/yr.	30 millions	2,47 milliards	2,5 milliards	5.000	IMIDRO-IRAN	5.000	1.000-2.000
3PL Trade	Raff. d'alumine Mine de bauxite Raff. d'alumine	— 2010	2010 -	3 ans 3 ans	1.0 mt/yr. 1.5 mt/yr.	—	—	1,5 milliard 5,94 milliards	1,5 milliard 6,0 milliards	—	3PL Trade/ CATIC Rio Tinto	—	—
Simandou (SIMFER)	Production de minerais de fer	2010	2013	4 ans	70.0 mt/yr.	100.0 mt/yr.	30 millions	—	—	10.000-15.000	Rio Tinto	10.000-15.000	7.500
Transguinéen	Transport de minerais de fer	2010	2013	4 ans	100.0 mt/yr.	—	30 millions	—	—	25.000	Gouv. Guinéen/ Rio Tinto Euro-Nimba	25.000	2.000-3.000
Nimba	Production d'or	2010	2013	4 ans	20.0 mt/yr.	30.0 mt/yr.	20 millions	1,28 milliard	1,3 milliard	7.000	Euro-Nimba	7.000	3.000
SMD Extension	Production d'or	2006	2007	1 an	—	300,000 onces	220 millions	—	220 millions	—	Crew Gold Corporation	—	—
Projet de Konkouré	Mine de bauxite Raff. d'alumine	2008	2015	7 ans	1.4 mt/yr.	5.0 mt/yr.	20 millions	6,27 milliards	6,3 milliards	15.000-20.000	Gouv. Guinéen/ Eximbank Chalco/ Synohydro	15.000-20.000	5.000-7.000
Barrage hydroélectr. de Cogon	Production électrique Fonderie d'alumine Approvisionnement en électricité du complexe minier de Boké	2009	2011	3 ans	725 MW 240,000 t/yr. 50 MW	1,025 MW — 80 MW	1,05 million	177 millions	178 millions	5.100	Gouv. Guinéen/ CBG/ACDI	5.100	20-30
Total (dollars EU)							749,05 millions	23.34 Millions	27,00 milliards	60.100 à 102.100		60.100 à 102.100	22.720 à 28.220

Source : Ministère guinéen des mines et de la géologie.

## Appendice II. Analyse économétrique de la relation entre les cours mondiaux de l'aluminium et la valeur des exportations de bauxite et d'alumine de la Guinée

1. Un modèle à correction d'erreur (ECM) est utilisé pour analyser la dynamique à court et à long terme de la relation entre le cours de l'aluminium sur le marché mondial et les prix de la bauxite et l'alumine exportées par la Guinée. Le modèle ECM est composé de deux étapes. Premièrement, les tests par racine unitaire et par cointégration sont appliqués aux variables pertinentes (logs du prix de la CBG ( $pr^{CBG}$ ), prix de la CBK ( $pr^{CBK}$ ), prix d'ACG ( $pr^{ACG}$ ), et cours mondial de l'alumine ( $pr^{ALM}$ )) pour déterminer leur ordre d'intégration et mesurer l'existence de relations à long terme entre le cours mondial de l'aluminium et les prix de la bauxite et de l'alumine produites par la Guinée. Les résultats donnent à penser que tous les prix sont non-stationnaires et à intégration d'ordre 1 (tableau II.1).

Tableau (appendice II.1). Résultats des tests de stationnarité par régression augmentée de Dickey Fuller, 1974 – 2007

Hypothèse nulle	$\text{Log}(pr^{CBG})$	$\text{Log}(pr^{CBK})$	$\text{Log}(pr^{ACG})$	$\text{Log}(pr^{ALM})$
Racine unitaire aux niveaux	-2,43	-2,09	-2,9	-2,77
Racine unitaire des premiers écarts	-4,39**	-8,99**	-3,84**	-4,76**

Notes : Valeurs correspondant à la statistique-t estimée sur le coefficient de la variable décalée du modèle par régression augmentée de Dickey Fuller (ADF); le décalage est basé sur le critère d'information d'Akaike (AIC); les valeurs tendanciennes et constantes sont incluses dans toutes les régressions; \* et \*\* représentent des niveaux de signification de 5 à 1 %, respectivement.

2. Pour estimer la cointégration entre variables, le test de Johansen par autorégression vectorielle (VAR) est utilisé et la rupture structurelle entre les séries temporelles de la CBG et de la CBK qui apparaît en 1990 est prise en compte par l'ajout d'une variable de substitution à l'équation. Le décalage optimal dans chaque cas est déterminé en utilisant le critère d'information d'Akaike. Les résultats de la cointégration montrent que l'hypothèse de non cointégration peut être rejetée dans chaque cas (tableau II.2).

Tableau II.2 (appendice). Résultats de cointégration pour les cours mondiaux de l'aluminium et les prix à l'exportation de la Guinée, 1974 – 2007

	$\text{Log}(pr^{CBG})$ et $\text{Log}(pr^{ALM})$		$\text{Log}(pr^{CBK})$ et $\text{Log}(pr^{ALM})$		$\text{Log}(pr^{ACG})$ et $\text{Log}(pr^{ALM})$	
	Rang = 0	Rang ≤ 1	Rang = 0	Rang ≤ 1	Rang = 0	Rang ≤ 1
Statistique de la trace	25,80**	7,98**	23,43**	9,82**	34,04**	11,97
Statistique large	17,82**	7,98**	13,61	9,82**	22,07*	11,97
Log de vraisemblance	30,87	39,79	14,75	21,55	22,35	35,35
Décalage	1		2		1	
Observations	31		30		31	
Faible exogénéité de $\text{Log}(pr^{ALM})$ : statistique $c^2$	0		0,19		0	

Notes : les séries temporelles de  $pr^{CBG}$  et  $pr^{CBK}$  partent de 1976; les résultats reposent sur un test par autorégression vectorielle de Johansen (VAR); une variable de substitution est incluse, à partir de 1990, au test VAR pour  $\text{Log}(pr^{CBG})$  et  $\text{Log}(pr^{CBK})$ ; une valeur tendancielle est incluse dans le test VAR pour  $\text{Log}(pr^{ACG})$ ; le décalage retenu est basé sur le critère d'information d'Akaike (AIC); \* et \*\* indiquent des niveaux de signification à 5 et 1 %, respectivement.

3. Les conditions d'équilibre à long terme ou vecteurs de cointégration tirés de l'analyse de cointégration sont présentés dans les équations A.1 à A.3. Le pourcentage d'augmentation



que sans autre variation du cours mondial de l'aluminium, l'écart serait comblé à moitié environ en deux ans. Pour la CBK, environ 0,29 % de l'écart est éliminé chaque année, ce qui signifie que le temps de rattrapage de l'écart est de 2,5 ans. Toutefois, pour ACG l'effet à long terme se produit au rythme plus rapide de 0,52 %, ce qui ramène le temps de rattrapage à 1,3 ans.

**Tableau II.3 (appendice). Résultats de l'application du modèle ECM aux prix des exportations de bauxite et d'aluminium de la Guinée, 1974 – 2007**

Variables	$\Delta \text{Log}(pr_t^{\text{CBG}})$	$\Delta \text{Log}(pr_t^{\text{CBK}})$	$\Delta \text{Log}(pr_t^{\text{ACG}})$
$\Delta \text{Log}(pr_{t-1})^{\text{CBK}}$		-0,470***	
		-0,16	
$\Delta \text{Log}(pr_t^{\text{ALM}})$	-0,052	-0,136	0,038
	-0,086	-0,172	-0,13
$\Delta \text{Log}(pr_{t-1})^{\text{ALM}}$		-0,203	
		-0,185	
Terme de correction d'erreur	-0,349***	-0,287***	-0,518***
	-0,099	-0,114	-0,13
Variable de substitution <sub>1990</sub>	-0,122***	-0,276***	
	-0,036	-0,078	
Constante	0,093	0,976	-0,225
	-0,66	-1,456	-0,959
Durée de résorption de l'écart	2	2,5	1,3
Observations	31	30	33
Log de vraisemblance	34,64	16,15	24,75
Statistique F	5,16**	3,98**	6,69**
Statistique de Durbin-Watson	1,92	2,2	2,27
R <sup>2</sup>	0,44	0,51	0,49

Notes : Les valeurs entre parenthèses correspondent à des erreurs types; une variable de substitution est incluse dans les deux régressions pour rendre compte de l'effet de la baisse persistente du prix de la bauxite depuis 1990 mais se révèle insignifiante dans tous les cas; \*, \*\* et \*\*\* indiquent des niveaux de signification à 10, 5 et 1 % respectivement.

**Appendice III. Principales caractéristiques de la fiscalité minière (hors pétrole) en Guinée et dans un échantillon de pays en développement**

	Royalties	Taux de l'impôt sur le revenu	Impôt sur la rente des ressources <sup>1</sup>	Retenue sur les dividendes	Droits d'exportation	Incitations à l'investissement <sup>2</sup>	Parts de l'État <sup>3</sup>
Angola	2 – 5%	35%	...	...		Néant	...
Botswana	Oui	25%		15%		Oui (E,U)	Néant
Côte d'Ivoire	2,5 – 3%	35%	Production excédentaire	12%		Oui (A,I,H)	10% (C)
Éthiopie	Néant	35%	Néant	10%		...	...
Ghana	3 – 12%	35%	25%	10%		Oui (A,U,I)	10 – 30%
<b>Guinée (avant 1995)</b>	<b>Néant</b>	<b>65%<sup>4</sup></b>	<b>Néant</b>	<b>Néant</b>	<b>Oui</b>	...	<b>49%</b>
<b>Guinée (Code minier de 1995)</b>	<b>5 – 10%</b>	<b>35%</b>	<b>50%<sup>5</sup></b>	<b>15%</b>	<b>Néant</b>	<b>Oui (H, I)<sup>6</sup></b>	<b>15%</b>
Namibie	...	Formule	25 – 45%	10%		Oui (E,U,I)	Néant
Afrique du Sud	Néant	Formule	Progressif	12,50%		Oui (E,U,I)	Néant
Tanzanie	3 – 5%	30%	Néant	10%		Oui (E,U,I)	Néant
Zambie	2%	35%	Néant	15%		Oui (E,U,I)	Néant
Zimbabwe	Néant	37.5%	Néant	20%		Oui (E,O)	Néant
Cambodge	5 – 12.5%	30%	Néant	Néant		Oui (E)	Néant
Indonésie	Oui	30%	Néant	20%		Oui (I,E)	Néant
Papouasie-nouvelle guinée	2%	30%	20 – 25%	10%		Oui (I,Cr)	30%
Philippines	3%	32%	Excédent	15 – 32%		Oui (I,H,A,E)	Néant
Salomon	Oui	35%	Oui	Néant		Oui (Cr)	Néant
Argentine	<3%	35%	Néant	35%		Oui (E,H,A,I)	Néant
Bolivie	1 – 7%	25%	25%	12,50%		Oui (U)	Néant
Chili	Néant	15%	Néant	35%		Oui (A,U)	Néant
Guatemala	5%	27.5%	Néant	10%		Oui (E)	Néant
Pérou	Néant	20%	Néant	Néant		Oui (E,A)	Néant
Kazakhstan	Négociable	30%	4 – 30%	15%		Oui (E,O,U)	7,5 – 20%
Ouzbékistan	1 – 24%	33%	Néant	15%		Oui (H,I)	Négociable

Sources : Baunsgaard (2001), autorités guinéennes.

<sup>1</sup> L'impôt sur la rente minière est basée sur le taux de rendement. Voir Baunsgaard (2001) pour plus de précisions.

<sup>2</sup> Les incitations à l'investissement comprennent notamment les exonérations fiscales temporaires (H), l'amortissement accéléré (A), le crédit d'impôt (Cr), la comptabilisation des coûts de prospection et de développement en frais de fonctionnement (E), l'importation en franchises de droits de douanes du matériel et des biens d'équipement (I), le report illimité des pertes (U) et autres (O).

<sup>3</sup> Parts de capital maximum que l'État peut choisir de détenir, souvent en portage (C).

<sup>4</sup> Pour la CBK et Friguia.

<sup>5</sup> Appelé impôt sur les bénéfices supplémentaires en Guinée.

<sup>6</sup> Exonération fiscale de 3 à 8 ans.

## **Appendice IV. Principe de bonnes pratiques de transparence budgétaire du FMI, appliqués à la gestion des recettes tirées des ressources naturelles**

En écho à la problématique et aux enjeux spécifiques des pays riches en ressources naturelles, le *Guide du FMI sur la transparence des recettes tirées des ressources naturelles* énonce les principes propres à guider les pratiques de transparence budgétaire de ces pays. Ces pratiques reposent sur l'expérience de certains pays et comportent des éléments essentiels à la transparence des recettes provenant de ressources naturelles et à l'élaboration de la gestion budgétaire.

Ces pratiques se répartissent en quatre catégories :

### **1. Clarté des attributions et responsabilités**

- Droits de propriété de l'État sur les ressources clairement établis par la loi, ainsi que le pouvoir de concéder des droits d'exploration, de production et de vente de ces ressources
- Publication du cadre d'action publique, du fondement juridique des accords relatifs aux régimes fiscaux et au partage de la production et des parts de capital des sociétés minières que détient l'État
- Définition précise de l'autorité budgétaire sur les recettes et les emprunts associés aux ressources naturelles par la loi
- Définition précise de la structure du capital des sociétés minières nationales, de leur rôle budgétaire et commercial, et de leurs opérations quasi-budgétaires
- Définition précise des modalités de répartition des recettes provenant des ressources naturelles entre l'administration centrale et les administrations infranationales

### **2. Procédures budgétaires transparentes**

- Inscription du taux d'exploitation et des modalités de gestion des ressources naturelles dans le budget.
- Établissement de mécanismes de coordination des opérations de tous les fonds de gestion des recettes tirées des ressources naturelles avec les autres activités budgétaires; des règles de fonctionnement de ces fonds; et des politiques de placement des avoirs accumulés sur l'épargne du produit de ces ressources..
- Inscription des recettes publiques tirées de ces ressources dans le systèmes de comptabilité publique.

### **3. Accès du public à l'information**

- Enregistrement de toutes les transactions liées aux recettes provenant des ressources naturelles.
- Communication des montants versés à l'État par les sociétés minières.
- Présentation du solde budgétaire (primaire) hors ressources minières dans la documentation budgétaire.
- Inscription des charges grevant directement ou indirectement la production future dans la dette publique.
- Publication des avoirs financiers intérieurs et extérieurs de l'État et estimation de la valeur des ressources.
- Publication des passifs conditionnels de l'État et du coût des activités quasi-budgétaires des sociétés minières découlant des contrats d'exploitation des ressources naturelles.
- Intégration des risques liés au produit de l'exploitation des ressources dans la loi de finances.

### **4. Garantie d'intégrité**

- Publication des procédures de contrôle interne et d'audit afférentes au produit des ressources naturelles.
- Faire en sorte que les sociétés minières comprennent leurs droits et obligations.
- Veiller à ce que les sociétés minières respectent les normes comptables et d'audit internationales et publient leurs états financiers.
- Veiller à ce que la Cour des comptes ou une entité indépendante valide régulièrement les flux de recettes.

Source : FMI (2007)

## Appendice statistique

Tableau 1. Guinée — Principaux indicateurs sociaux et démographiques

Superficie (km <sup>2</sup> )	245,720			
Population				
Population (millions ; 2006)	9,2			
Taux de croissance annuel (% , moyenne 1995–2004)	2,0			
Densité (au km <sup>2</sup> ; 2006)	37,4			
	1990		2006	
	Guinée	Afrique subsaharienne	Guinée	Afrique subsaharienne
Caractéristiques de la population				
Espérance de vie à la naissance (années)	47,0	50,0	54,0	47,2 <sup>1</sup>
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	139,0	109,8	96,0	96,4 <sup>1</sup>
Personnes de moins de 15 ans (% du total)	43,3	45,6	43,6	43,3
Revenus				
PNB par habitant, méthode Atlas (en dollars EU courants)	430	582	410	842
Éducation				
Taux d'achèvement du primaire (% d'enfants en âge scolaire)				
Garçons	28,1	54,6 <sup>5</sup>	63,8 <sup>1</sup>	66,0 <sup>1</sup>
Filles	8,7	45,5 <sup>5</sup>	44,7 <sup>1</sup>	55,6 <sup>1</sup>
Taux de scolarisation dans le secondaire (% d'enfants en âge scolaire)				
Garçons	13,9 <sup>5</sup>	26,3 <sup>4</sup>	39,4 <sup>1</sup>	35,2 <sup>1</sup>
Filles	8,7 <sup>5</sup>	21,6 <sup>4</sup>	21,0 <sup>1</sup>	28,2 <sup>1</sup>
Santé				
Vaccination contre la rougeole (% d'enfants âgés de 12 à 23 mois)	35,0	57,1	59,0 <sup>1</sup>	63,6 <sup>1</sup>
Accès à une source d'eau améliorée (% de la population)	44,0	54,5 <sup>3</sup>	50,0 <sup>2</sup>	56,2 <sup>2</sup>

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, septembre 2007.

<sup>1</sup> Données pour 2005.

<sup>2</sup> Données pour 2004.

<sup>3</sup> Données pour 2000.

<sup>4</sup> Données pour 1999.

<sup>5</sup> Données pour 1991.

Tableau 2. Guinée — Principaux indicateurs économiques et financiers, 2000 – 06

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)						
Revenu							
PIB en prix constants	2,9	3,8	4,2	1,2	2,7	3,3	2,2
PIB aux prix courants	13,2	8,9	7,1	13,4	24,3	32,9	37,6
Déflateur du PIB	10,0	4,9	2,8	12,1	21,0	28,6	34,7
Prix à la consommation							
Moyenne	6,8	5,4	3,0	12,9	17,5	31,4	34,7
Fin de période	7,2	1,1	6,1	14,8	27,6	29,7	39,1
Secteur extérieur							
Exportations, f.à.b. (en dollars EU)	4,9	8,4	-2,0	3,3	2,3	12,4	20,2
Importations, f.à.b. (en dollars EU)	4,3	-3,7	-2,6	5,7	24,6	4,7	24,8
Termes de l'échange							
Pourcentage de variation	-9,1	8,1	-3,8	-3,8	-14,2	-6,8	5,0
Taux de change effectifs moyens (dépréciation -)							
Indice nominal	-13,8	-5,8	-3,3	-11,2	-16,6	-38,0	-31,4
Indice réel	-10,1	-3,0	-2,3	-4,2	-5,8	-21,3	-10,1
Monnaie et crédit							
Avoirs extérieurs nets 1/	-4,8	12,6	-11,9	-23,0	8,5	5,2	10,4
Avoirs intérieurs nets 1/	28,2	2,1	31,2	58,2	28,5	32,0	49,0
Créances nettes sur l'État 1/	21,5	3,7	34,2	34,0	22,2	7,9	42,7
Crédit au secteur hors administrations publiques 1/	5,0	4,3	3,5	13,6	3,2	15,2	12,8
Masse monétaire au sens large	23,4	14,8	19,2	35,3	37,0	37,2	59,4
Base monétaire	17,0	11,0	18,3	27,4	33,0	25,0	84,1
Taux des bons du Trésor (fin de période)	7,5	13,4	13,3	14,1	14,7	23,4	22,0
	(Pourcentage du PIB)						
Finances publiques							
Total des recettes et dons	13,2	14,7	13,8	13,3	11,5	13,7	14,7
Recettes	10,9	11,2	12,0	10,5	10,5	13,1	13,3
dont : recettes non minières	8,2	8,4	9,8	9,0	8,6	9,9	9,2
Dons <sup>2</sup>	2,3	3,4	1,8	2,8	1,0	0,6	1,4
Dépenses courantes	9,3	11,6	12,2	13,1	11,4	11,0	13,4
dont : paiements d'intérêts	1,7	1,5	1,7	2,1	2,5	2,8	3,3
Dépenses d'équipement et prêts nets <sup>3</sup>	7,2	7,3	6,1	6,4	5,1	4,3	4,2
Solde budgétaire global							
Dons inclus (engagements) <sup>2</sup>	-3,2	-4,1	-4,4	-6,2	-4,9	-1,5	-2,9
Hors dons (engagements)	-5,5	-7,6	-6,2	-8,9	-5,9	-2,1	-4,3
Solde budgétaire primaire de base	2,5	0,5	0,0	-2,7	-0,5	3,2	1,3
Investissement brut	19,7	15,4	13,5	10,2	11,4	14,1	13,7
Administrations publiques (formation de capital fixe)	4,9	4,9	4,1	4,4	4,0	3,4	3,3
Hors administrations publiques	14,8	10,5	9,3	5,8	7,4	10,7	10,4
Épargne intérieure	15,4	14,1	11,3	7,8	7,1	10,9	9,1
Administrations publiques	2,3	0,2	1,0	-1,0	1,2	4,7	3,4
Hors administrations publiques	13,1	13,9	10,3	8,8	5,9	6,2	5,7
Solde extérieur courant							
Transferts officiels compris	-6,4	-2,7	-2,5	-3,4	-5,8	-4,5	-5,9
Hors transferts officiels	-7,1	-4,6	-3,7	-3,9	-6,0	-4,9	-6,5
Balance globale des paiements	2,2	-0,8	-2,3	-4,7	-2,5	-0,9	-2,7
	(Millions de dollars EU, sauf indication contraire)						
Dette extérieure publique (pourcentage des exportations de biens et services non facteurs)	443,9	396,8	387,9	419,6	393,1	346,1	290,6
	476,5	229,7					
<i>Pour mémoire :</i>							
Exportation, f.à.b.	666,6	722,8	708,5	731,7	748,3	841,4	1.011,1
Importations, f.à.b.	583,3	561,9	547,2	578,5	721,0	754,9	942,0
Solde extérieur courant (transferts officiels compris)	-200,2	-81,4	-79,0	-123,2	-227,3	-146,6	-184,7
Balance globale des paiements	68,5	-25,1	-74,2	-169,4	-99,8	-30,2	-85,6
Avoirs extérieurs nets (banque centrale) <sup>4</sup>	28,5	60,7	26,4	-64,7	-60,8	-38,0	-31,4
Réserves officielles brutes (mois d'importations) <sup>4</sup>	2,4	3,3	2,5	0,9	0,5	0,5	0,6
PIB nominal (milliards de francs guinéens)	5.437	5.920	6.340	7.188	8.932	11.869	16.330

Sources : autorités guinéennes; estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Pourcentage de la masse monétaire large en début de période.<sup>2</sup> Dépenses de restructuration comprises.<sup>3</sup> Avoirs extérieurs bruts moins engagements libellés en devises de la banque centrale.<sup>4</sup> Hors importations liées aux grands projets miniers et aux projets financées sur prêts des bailleurs de fonds.

Tableau 3. Guinée — PIB aux prix courants par composante de la demande, 2000 – 06

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Milliards de franc guinéens)						
PIB aux prix du marché	5.436,9	5.919,7	6.340,3	7.188,2	8.931,8	11.868,7	16.330,4
Consommation	4.597,7	5.085,9	5.624,2	6.625,8	8.301,4	10.570,9	14.845,9
Publique	370,7	406,5	479,1	559,8	568,9	750,0	1.227,2
Privée	4.227,0	4.679,4	5.145,1	6.066,0	7.732,5	9.820,9	13.618,7
Investissement	1.071,2	912,8	853,4	732,5	1.015,6	1.669,3	2.242,9
Formation brute de capital fixe	1.025,2	858,8	839,5	728,7	1.014,5	1.668,4	2.242,3
Administrations publiques	264,1	291,8	260,8	318,8	358,1	402,7	540,2
Autres secteurs	761,2	567,0	578,6	409,8	656,4	1.265,7	1.702,0
Variations des stocks	46,0	54,0	13,9	3,8	1,2	0,9	0,6
Solde extérieur	-232,0	-79,0	-137,2	-170,2	-385,2	-371,5	-758,4
Exportations de biens et services non facteurs	1.283,2	1.575,4	1.550,9	1.601,7	1.880,1	3.363,9	5.705,1
Importations de biens et services non facteurs	1.515,2	1.654,4	1.688,2	1.771,8	2.265,4	3.735,5	6.463,5
	(Pourcentage du PIB)						
PIB aux prix courants	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Consommation	84,6	85,9	88,7	92,2	92,9	89,1	90,9
Publique	6,8	6,9	7,6	7,8	6,4	6,3	7,5
Privée	77,7	79,0	81,1	84,4	86,6	82,7	83,4
Investissement	19,7	15,4	13,5	10,2	11,4	14,1	13,7
Formation brute de capital fixe	18,9	14,5	13,2	10,1	11,4	14,1	13,7
Administrations publiques	4,9	4,9	4,1	4,4	4,0	3,4	3,3
Autres secteurs	14,0	9,6	9,1	5,7	7,3	10,7	10,4
Variation des stocks	1,9	0,8	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
Solde extérieur	-4,3	-1,3	-2,2	-2,4	-4,3	-3,1	-4,6
Exportations de biens et services non facteurs	23,6	26,6	24,5	22,3	21,0	28,3	34,9
Importations de biens et services non facteurs	27,9	27,9	26,6	24,6	25,4	31,5	39,6
Épargne intérieure	15,4	14,1	11,3	7,8	7,1	10,9	9,1
Épargne nationale brute	13,3	12,7	11,0	6,8	5,6	9,6	7,8
Solde extérieur courant (transferts officiels compris)	-6,4	-2,7	-2,5	-3,4	-5,8	-4,5	-5,9

Sources : autorités guinéennes; estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Les données du PIB pour 2003 – 05 peuvent être révisés selon les recommandations de l'assistance technique de l'AFRITAC-Ouest sur l'établissement des comptes nationaux.

Tableau 4. Guinée — PIB aux prix constants de 1996, par secteur, 2000 – 06

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
(Milliards de francs guinéens)							
PIB aux coûts des facteurs <sup>1</sup>	4.432,6	4.601,1	4.758,4	4.822,0	4.959,6	5.087,8	5.203,2
Secteur primaire	844,9	897,6	916,9	946,1	987,2	1.017,3	1.057,5
Agriculture	550,9	587,6	596,2	616,3	648,0	671,7	702,6
Élevage	161,3	166,9	173,2	180,1	184,9	187,9	193,1
Pêches	32,6	35,8	37,1	38,2	39,1	39,7	40,7
Fôrets	100,0	107,3	110,5	111,6	115,2	118,1	121,0
Secteur secondaire	1.394,5	1.464,8	1.536,9	1.543,9	1.589,0	1.653,6	1.689,0
Mines	751,7	778,6	801,2	822,9	831,6	861,1	846,3
Manufactures	179,7	189,6	200,8	192,8	198,6	201,6	206,6
Eau et électricité	27,5	28,3	29,1	27,5	27,8	28,1	28,2
BTP	435,7	468,4	505,8	500,8	531,0	562,9	607,9
Secteur tertiaire	2.193,3	2.238,7	2.304,5	2.332,0	2.383,4	2.416,9	2.456,7
Commerce	1.201,7	1.227,0	1.269,9	1.283,2	1.315,3	1.331,1	1.351,1
Transport	270,3	275,3	282,4	285,3	289,7	293,5	297,6
Administration	249,3	250,8	257,0	260,9	267,5	270,2	272,9
Autres	472,0	485,7	495,1	502,6	510,9	522,1	535,2
Impôts indirects	161,5	166,2	207,5	201,8	200,2	243,6	243,8
PIB à prix constants	4.594,1	4.767,3	4.965,9	5.023,8	5.159,8	5.331,4	5.447,0
(Variation en pourcentage)							
PIB aux coûts des facteurs	3,1	3,8	3,4	1,3	2,9	2,6	2,3
Secteur primaire	4,5	6,2	2,2	3,2	4,3	3,0	4,0
Agriculture	2,8	6,7	1,4	3,4	5,2	3,7	4,6
Élevage	7,8	3,5	3,8	4,0	2,7	1,6	2,8
Pêches	8,9	9,7	3,6	3,0	2,4	1,6	2,6
Fôrets	7,3	7,3	3,0	1,0	3,2	2,5	2,5
Secteur secondaire	4,1	5,0	4,9	0,5	2,9	4,1	2,1
Mines	1,9	3,6	2,9	2,7	1,1	3,5	-1,7
Manufactures	7,0	5,5	5,9	-4,0	3,0	1,5	2,5
Eau et électricité	3,5	3,0	3,0	-5,5	0,9	1,0	0,5
BTP	7,0	7,5	8,0	-1,0	6,0	6,0	8,0
Secteur tertiaire	2,0	2,1	2,9	1,2	2,2	1,4	1,6
Commerce	1,9	2,1	3,5	1,1	2,5	1,2	1,5
Transport	1,5	1,9	2,6	1,0	1,6	1,3	1,4
Administration	1,4	0,6	2,5	1,5	2,5	1,0	1,0
Autres	2,7	2,9	2,0	1,5	1,7	2,2	2,5
Impôts indirects	-2,9	2,9	24,9	-2,8	-0,8	21,7	0,1
PIB à prix constants	2,9	3,8	4,2	1,2	2,7	3,3	2,2

Sources : autorités guinéennes ; estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Les données du PIB pour 2003 – 05 peuvent être révisés selon les recommandations de l'assistance technique de l'AFRITAC-Ouest sur l'établissement des comptes nationaux.

Tableau 5. Guinée — Indice des prix à la consommation, 2000 – 06

(Moyenne de la période)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Indice, décembre 1991 = 100)						
Indice agrégé <sup>1</sup>	160,6	169,2	174,2	196,6	232,7		
Produits alimentaires	169,6	177,2	188,1	223,6	285,4		
Produits non alimentaires	154,0	163,4	164,2	177,2	197,2		
Habillement	129,8	136,2	139,3	145,5	145,1		
Santé	165,4	170,7	175,5	185,2	218,2		
Logement	138,9	146,1	147,4	155,9	...		
Électricité et eau	143,1	149,2	153,0	165,0	...		
Transport	175,2	189,4	170,9	199,0	239,4		
Loisirs et culture	170,7	190,2	208,3	218,8	233,1		
	(Variation annuelle en pourcentage)						
Indice agrégé	6,8	5,4	3,0	12,9	18,3		
Produits alimentaires	4,0	4,5	6,1	18,9	27,6		
Produits non alimentaires	9,1	6,1	0,5	7,9	11,3		
Habillement	4,2	4,9	2,3	4,5	-0,3		
Santé	4,5	3,2	2,8	5,5	17,8		
Logement	3,7	5,2	0,9	5,7	...		
Électricité et eau	9,0	4,3	2,5	7,8	...		
Transport	25,6	8,1	-9,8	16,4	20,3		
Loisirs et culture	3,5	11,4	9,5	5,0	6,5		
	(Indice, 2002 = 100)						
Indice agrégé <sup>1</sup>				110,8	130,1	170,9	230,2
Aliments, boissons et tabac				116,1	147,1	201,6	287,3
Produits non alimentaires				107,6	119,9	152,5	195,9
Vêtements et chaussures				108,0	109,8	121,9	151,6
Logement, eau, électricité et gaz				104,5	114,0	142,7	174,7
Meubles et équipement				108,5	120,2	138,6	175,9
Santé				104,6	121,2	156,1	186,0
Transport				114,6	137,8	211,8	309,1
Loisirs et culture				102,6	109,0	127,7	156,2
Éducation				102,3	104,0	121,0	141,0
Hôtels, cafés et restaurants				101,8	123,1	158,9	212,8
Autres biens et services				109,1	115,0	129,6	154,8
	(Variation annuelle en pourcentage)						
Indice agrégé					17,5	31,4	34,7
Aliments, boissons et tabac					26,7	37,0	42,5
Produits non alimentaires					11,5	27,2	28,5
Vêtements et chaussures					1,7	11,0	24,3
Logement, eau, électricité et gaz					9,1	25,2	22,5
Meubles et équipement					10,8	15,3	26,9
Santé					15,9	28,8	19,2
Transport					20,3	53,7	45,9
Loisirs et culture					6,2	17,1	22,4
Éducation					1,6	16,4	16,5
Hôtels, cafés et restaurants					20,9	29,1	34,0
Autres biens et services					5,4	12,8	19,4

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Le changement de méthodologie de l'IPC en 2003 est dû à une rupture dans les séries de données.

**Tableau 6. Guinée — Indice des prix à la consommation, 2000 – 06**  
(End of period)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Indice, décembre 1991 = 100)						
Indice agrégé <sup>1</sup>	168,1	170,0	180,4	207,1	264,4		
Produits alimentaires	173,2	181,4	199,4	243,3	323,0		
Produits non alimentaires	164,4	161,8	166,6	181,0	224,7		
Habillement	134,2	137,1	144,8	147,0	150,8		
Santé	168,9	171,1	178,3	195,1	262,1		
Logement	143,3	145,6	148,8	158,0	...		
Électricité et eau	148,2	151,2	155,5	165,2	...		
Transport	210,4	168,1	173,6	202,5	299,4		
Loisirs et culture	172,6	208,2	210,3	224,3	253,6		
	(Variation annuelle en pourcentage)						
Indice agrégé	7,2	1,1	6,1	14,8	27,6		
Produits alimentaires	1,8	4,7	9,9	22,0	32,8		
Produits non alimentaires	11,7	-1,6	3,0	8,6	24,1		
Habillement	4,9	2,2	5,6	1,5	2,6		
Santé	5,4	1,3	4,2	9,4	34,3		
Logement	5,8	1,6	2,2	6,2	...		
Électricité et eau	5,6	2,0	2,8	6,2	...		
Transport	33,7	-20,1	3,3	16,6	47,9		
Loisirs et culture	5,6	20,6	1,0	6,7	13,1		
	(Indice, 2002 = 100)						
Indice agrégé <sup>1</sup>				115,8	147,8	191,7	266,7
Aliments, boissons et tabac				125,4	166,5	232,4	342,0
Produits non alimentaires				110,0	136,6	167,2	221,4
Vêtements et chaussures				111,2	114,1	132,9	172,9
Logement, eau, électricité et gaz				105,0	128,0	152,6	212,6
Meubles et équipement				111,8	130,0	150,0	200,4
Santé				108,4	145,6	166,0	203,7
Transport				116,6	172,4	238,5	343,3
Loisirs et culture				104,9	118,6	139,6	176,6
Éducation				104,1	111,8	134,5	156,6
Hôtels, cafés et restaurants				103,2	140,1	179,8	247,7
Autres biens et services				112,3	120,4	147,6	165,1
	(Variation annuelle en pourcentage)						
Indice agrégé					27,6	29,7	39,1
Aliments, boissons et tabac					32,8	39,6	47,2
Produits non alimentaires					24,1	22,4	32,4
Vêtements et chaussures					2,6	16,5	30,1
Logement, eau, électricité et gaz					21,9	19,2	39,3
Meubles et équipement					16,3	15,4	33,6
Santé					34,3	14,0	22,7
Transport					47,9	38,3	43,9
Loisirs et culture					13,1	17,7	26,5
Éducation					7,4	20,3	16,4
Hôtels, cafés et restaurants					35,8	28,3	37,8
Autres biens et services					7,2	22,6	11,9

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Le changement de méthodologie de l'IPC en 2003 est dû à une rupture dans les séries de données.

Tableau 7. Guinée — Opérations financières de l'État, 2000 – 06

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Milliards de francs guinéens)						
Recettes et dons	719,8	868,2	876,9	952,7	1.027,4	1.631,5	2.397,8
Recettes	594,5	665,4	763,9	754,1	936,0	1.556,6	2.172,3
Secteur minier	146,4	166,6	145,4	105,9	171,0	380,6	675,0
Secteur non minier	448,1	498,8	618,5	648,2	765,0	1.176,0	1.497,3
Impôts directs	58,3	78,1	94,9	102,4	117,6	180,6	280,0
Impôts indirects	335,9	362,5	452,4	497,0	584,7	872,1	1.056,8
Biens et services	216,8	248,5	313,2	347,9	402,8	554,4	620,3
Commerce extérieur	119,1	114,0	139,1	149,1	181,9	317,7	436,5
Recettes non fiscales	53,9	58,3	71,3	48,9	62,6	123,3	160,5
Dons	125,3	202,8	113,0	198,6	91,4	74,9	225,5
Total des dépenses et prêts nets	893,0	1.113,8	1.157,4	1.395,3	1.464,2	1.807,9	2.871,4
Dépenses courantes	504,0	684,7	776,1	939,0	1.015,9	1.304,4	2.188,0
Dépenses courantes primaires	414,2	595,0	670,8	786,4	791,0	975,3	1.651,5
Traitements et salaires	206,2	215,1	236,9	258,6	274,8	332,5	444,4
Biens et services	110,4	133,9	209,9	264,5	255,7	396,1	809,6
Transferts et subventions	97,6	246,1	224,0	263,2	260,4	246,7	397,5
Intérêts sur la dette	89,8	89,6	105,3	152,7	224,9	329,2	536,5
Dette intérieure	15,9	27,5	31,2	69,2	104,3	161,3	262,7
Dette extérieure	73,9	62,1	74,1	83,4	120,6	167,9	273,8
Dépenses d'investissement	386,6	423,4	368,9	453,4	444,0	500,4	672,3
Financées sur ressources intérieures	41,6	34,7	78,4	155,9	181,1	199,5	295,2
Financées sur ressources extérieures	345,0	388,7	290,5	297,5	262,9	300,9	377,1
Prêts nets	2,4	5,8	12,3	2,9	4,3	3,1	11,1
Solde budgétaire primaire de base <sup>1</sup>	136,3	29,9	2,3	-191,0	-40,3	378,8	214,4
Solde global, base engagements							
Hors dons	-298,5	-448,4	-393,4	-641,2	-528,1	-251,3	-699,1
Dons inclus	-173,2	-245,6	-280,4	-442,6	-436,8	-176,4	-473,7
Financement	173,3	240,8	259,7	537,7	433,8	176,4	473,7
Financement intérieur	57,5	-3,8	158,0	470,4	285,5	134,0	585,7
Financement bancaire	116,4	5,9	176,8	311,2	163,4	134,8	616,6
Banque centrale	129,5	-18,6	110,6	150,7	120,3	-21,1	916,2
Banques commerciales	-13,1	24,6	66,2	160,6	43,1	155,9	-299,6
Financement non bancaire	-58,9	-9,7	-18,7	159,2	122,1	-0,8	-30,9
Produit des privatisations	...	2,0	2,5	3,2	3,7	87,6	284,8
Amortissement de la dette intérieure	...	-13,5	32,4	98,8	42,4	-83,0	-240,9
Variation des arriérés	-43,3	-4,1	-49,5	45,8	21,4	0,0	0,0
Variation des impayés <sup>2</sup>	...	...	...	11,4	18,6	-34,8	-91,7
Autres	...	5,9	-4,1	0,0	36,0	29,4	16,9
Financement extérieur	115,8	244,5	101,7	67,3	148,3	42,4	-112,0
Tirages	224,3	346,5	215,8	165,2	204,9	273,4	247,7
Amortissement échu <sup>2</sup>	-140,0	-235,7	-192,8	-253,6	-289,7	-432,8	-830,7
Rééchelonnement de la dette et assistance	0,0	133,5	83,1	119,7	76,9	143,4	103,2
Variation des arriérés (= réduction)	31,5	0,2	-4,5	36,0	156,2	58,4	367,7
Erreurs et omissions <sup>2</sup>	0,0	4,8	20,7	-95,1	3,0	0,0	0,0
	(Pourcentage du PIB)						
Recettes et dons	13,2	14,7	13,8	13,3	11,5	13,7	14,7
Dépenses	16,4	18,8	18,3	19,4	16,4	15,2	17,6
Solde budgétaire primaire de base	2,5	0,5	0,0	-2,7	-0,5	3,2	1,3
Solde global, base engagements							
Hors dons	-5,5	-7,6	-6,2	-8,9	-5,9	-2,1	-4,3
Dons inclus	-3,2	-4,1	-4,4	-6,2	-4,9	-1,5	-2,9

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Recettes moins dépenses hors paiements d'intérêts et dépenses financées sur ressources extérieures.

<sup>2</sup> Pour 2005 – 06, les erreurs et omissions sont comprises dans les variations des impayés.

<sup>3</sup> Allègement de dette engagée.

Tableau 8. Guinée — Recettes de l'administration centrale, 2000 – 06

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Milliards de francs guinéens)						
Recettes totales	594,5	665,4	763,9	754,1	936,0	1.556,6	2.172,3
Secteur minier	146,4	166,6	145,4	105,9	171,0	380,6	675,0
Impôts sur les bénéfices et dividendes	6,0	8,2	8,7	9,1	33,6	32,6	79,1
Taxe spéciale sur les produits miniers	140,0	154,1	131,2	94,9	134,7	347,0	594,8
Autres	0,5	4,3	5,5	1,9	2,8	1,1	1,1
Secteur non minier	448,1	498,8	618,5	648,2	764,96	1.176,0	1.497,3
Impôts sur le revenu et les bénéfices	58,3	78,1	94,9	102,4	117,61	180,6	280,0
Taxes sur la production et le commerce intérieurs	216,8	248,5	313,2	347,9	402,80	554,4	620,3
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	115,1	156,2	184,8	217,1	268,83	...	...
Majoration d'accise	7,2	10,8	10,6	15,1	14,85	...	...
Droit d'accise sur les produits pétroliers	47,2	72,8	77,4	84,3	88,81	125,6	136,2
Autres	47,3	8,7	40,5	31,5	30,31	...	...
Taxes sur le commerce extérieur	119,1	114,0	139,1	149,1	181,93	317,7	0,0
Droits d'importation	84,3	88,0	108,4	112,7	144,19	...	...
Droits d'exportation	4,0	5,2	5,8	9,9	0,64	...	...
Autres <sup>1</sup>	30,8	20,8	24,9	26,6	37,10	...	...
Recettes non fiscales et diverses	53,9	58,3	71,3	48,9	62,62	123,3	160,5
	(Pourcentage du PIB)						
Recettes totales	10,9	11,2	12,0	10,5	10,5	13,1	13,3
Secteur minier	2,7	2,8	2,3	1,5	1,9	3,2	4,1
Secteur non minier	8,2	8,4	9,8	9,0	8,6	9,9	9,2
Impôts sur le revenu et les bénéfices	1,1	1,3	1,5	1,4	1,3	1,5	1,7
Taxes sur la production et le commerce intérieurs	4,0	4,2	4,9	4,8	4,5	4,7	3,8
Taxes sur le commerce extérieur	2,2	1,9	2,2	2,1	2,0	2,7	0,0
Recettes non fiscales et diverses	1,0	1,0	1,1	0,7	0,7	1,0	1,0
	(Variation annuelle en pourcentage)						
Recettes totales	14,9	11,9	14,8	-1,3	24,1	66,3	39,6
Secteur minier	24,8	13,8	-12,7	-27,2	61,6	122,5	77,3
Secteur non minier	12,1	11,3	24,0	4,8	18,0	53,7	27,3
Impôts sur le revenu et les bénéfices	1,0	33,9	21,6	7,9	14,9	53,5	55,1
Taxes sur la production et le commerce intérieurs	-5,2	14,6	26,1	11,1	15,8	37,6	11,9
Taxes sur le commerce extérieur	47,4	-4,3	22,0	7,2	22,0	74,6	-100,0
Recettes non fiscales et diverses	64,2	8,2	22,3	-31,4	28,1	96,9	30,2

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Recouvrement des arriérés d'impôts inclus.

Tableau 9. Guinée — Dépenses de l'administration centrale, 2000 – 06

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Milliards de francs guinéens)						
Dépenses totales	893,0	1.113,8	1.157,4	1.395,3	1.464,2	1.807,9	2.871,4
Dépenses courantes	504,0	684,7	776,1	939,0	1.015,9	1.304,4	2.188,0
Dépenses courantes primaires	414,2	595,0	670,8	786,4	791,0	975,3	1.651,5
Salaires et traitements	206,2	215,1	236,9	258,6	274,8	332,5	444,4
Biens et services	110,4	133,9	209,9	264,5	255,7	396,1	809,6
Transferts et subventions	97,6	246,1	224,0	263,2	260,4	246,7	397,5
Intérêts sur la dette	89,8	89,6	105,3	152,7	224,9	329,2	536,5
Dette intérieure	15,9	27,5	31,2	69,2	104,3	161,3	262,7
Dette extérieure	73,9	62,1	74,1	83,4	120,6	167,9	273,8
Dépenses d'équipement	386,6	423,4	368,9	453,4	444,0	500,4	672,3
sur financement intérieur	41,6	34,7	78,4	155,9	181,1	199,5	295,2
Investissement	0,0	33,6	77,6	154,0	178,0	183,8	289,0
Transfert en capital	0,0	1,1	0,9	1,9	3,1	15,7	6,2
sur financement extérieur	345,0	388,7	290,5	297,5	262,9	300,9	377,1
Prêts nets	2,4	1,3	4,4	1,4	0,7	0,1	8,1
Dépenses de restructuration	0,0	4,5	7,9	1,5	3,6	3,0	3,0
	(Pourcentage du PIB)						
Dépenses totales	16,4	18,8	18,3	19,4	16,4	15,2	17,6
Dépenses courantes	9,3	11,6	12,2	13,1	11,4	11,0	13,4
Dépenses courantes primaires	7,6	10,1	10,6	10,9	8,9	8,2	10,1
Salaires et traitements	3,8	3,6	3,7	3,6	3,1	2,8	2,7
Biens et services	2,0	2,3	3,3	3,7	2,9	3,3	5,0
Transferts et subventions	1,8	4,2	3,5	3,7	2,9	2,1	2,4
Intérêts sur la dette	1,7	1,5	1,7	2,1	2,5	2,8	3,3
Dette intérieure	0,3	0,5	0,5	1,0	1,2	1,4	1,6
Dette extérieure	1,4	1,0	1,2	1,2	1,4	1,4	1,7
Dépenses d'équipement	7,1	7,2	5,8	6,3	5,0	4,2	4,1
sur financement intérieur	0,8	0,6	1,2	2,2	2,0	1,7	1,8
Investissement	0,0	0,6	1,2	2,1	2,0	1,5	1,8
Transfert en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
sur financement extérieur	6,3	6,6	4,6	4,1	2,9	2,5	2,3
Prêts nets	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de restructuration	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	(Milliards de francs guinéens)						
<i>Pour mémoire :</i>							
Dépenses militaires	80,3	171,1	193,8	167,0	181,8	...	...
Dépenses des secteurs prioritaires, dont :	160,5	193,2	259,8	242,0	263,9	416,3	585,9
Éducation (hors enseignement supérieur)	74,1	79,5	111,0	110,6	150,4	...	...
Santé	21,7	48,8	47,6	37,3	35,2	...	...
	(Pourcentage du PIB)						
Dépenses militaires	1,5	2,9	3,1	2,3	2,0	...	...
Dépenses des secteurs prioritaires, dont :	3,0	3,3	4,1	3,4	3,0	3,5	3,6
Éducation (hors enseignement supérieur)	1,4	1,3	1,8	1,5	1,7	...	...
Santé	0,4	0,8	0,8	0,5	0,4	...	...

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

Tableau 10. Guinée — Situation monétaire, 2000 – 06

(Milliards de francs guinéens, sauf indication contraire)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Banque centrale</b>							
Avoirs extérieurs nets <sup>1</sup>	53,6	119,9	52,1	-129,3	-155,0	-171,0	-177,2
(millions de dollars EU)	27,9	60,7	26,4	-64,7	-60,8	-38,0	-31,4
Avoirs intérieurs nets	289,7	261,1	398,4	703,3	918,3	1.125,3	1.934,2
Crédit intérieur	241,8	227,5	392,7	575,4	737,4	812,7	1.764,1
État, net	252,5	249,7	414,2	525,7	723,1	685,1	1.854,0
<i>dont</i> : créances sur réévaluation de l'or	17,7	17,6	17,6	55,4	55,4	55,4	55,4
Entreprises publiques	5,8	6,0	2,7	2,7	2,7	4,8	1,1
Secteur privé <sup>1</sup>	5,4	12,9	26,6	79,9	92,1	131,3	167,9
Créances sur les banques créatrices de monnaie	-22,0	-41,2	-50,7	-32,9	-80,5	-8,5	-258,9
<i>dont</i> : bons de stérilisation (-)	-30,0	-44,3	-60,8	-34,5	-82,5	-23,0	-273,0
Autres postes, net (avoirs +)	48,0	33,6	5,7	127,9	180,9	312,6	170,1
Base monétaire	343,3	381,0	450,5	573,9	763,3	954,3	1.757,0
Circulation fiduciaire	285,2	310,1	349,8	478,1	604,1	786,3	1.306,6
Réserves des banques	36,5	64,3	97,2	93,1	154,1	159,6	443,6
Dépôts	30,2	50,0	78,4	77,4	125,5	130,9	404,8
Réserves obligatoires	15,3	19,5	24,6	33,1	48,1	39,7	94,1
Réserves excédentaires	14,9	30,5	53,8	44,2	77,4	91,2	310,7
Encaisses	6,3	14,3	18,8	15,8	28,6	28,7	38,8
Dépôts du secteur privé	21,7	6,6	3,6	2,7	5,1	8,4	6,8
<b>Banques créatrices de monnaie</b>							
Avoirs extérieurs nets	74,2	81,8	69,5	66,8	185,0	277,5	495,5
Réserves des banques	36,5	64,3	97,2	93,1	154,1	159,6	443,6
Dépôts à la banque centrale	30,2	50,0	78,4	77,4	125,5	130,9	404,8
Encaissement	6,3	14,3	18,9	15,8	28,6	28,7	38,8
Engagements envers la banque centrale (-)	22,0	41,2	50,7	32,9	80,5	8,5	258,9
<i>dont</i> : bons de stérilisation	30,0	44,3	60,8	34,5	82,5	23,0	273,0
Crédit intérieur	269,3	311,5	389,9	606,2	672,1	1.012,8	940,6
Crédit à l'État	-5,1	19,5	84,9	245,4	288,5	444,4	144,8
Créances	18,0	47,0	115,0	285,9	386,2	532,5	325,4
Dépôts	23,1	27,5	30,1	40,5	97,7	88,1	180,6
Créances sur les entreprises publiques	0,2	0,1	10,0	3,9	0,0	0,1	2,8
Créances sur le secteur privé	274,2	292,0	295,1	356,9	383,6	568,3	793,0
Autres postes, net (avoirs +)	-123,4	-143,7	-159,8	-196,6	-216,3	-216,3	-204,8
Engagements envers le secteur privé	278,6	355,1	447,6	602,5	875,4	1.242,0	1.933,9
Autres postes, net (avoirs +)	-75,4	-110,1	-154,1	-68,7	-35,4	96,3	-34,7
<b>Masse monétaire au sens large (M2)</b>							
Circulation fiduciaire	285,2	310,1	349,8	478,1	604,1	786,3	1.306,6
Dépôts	300,3	361,7	451,2	605,2	880,5	1.250,4	1.940,7
<i>dont</i> : dépôts en devises	85,6	106,5	120,3	157,9	271,0	557,0	1.044,8
<i>Pour mémoire :</i>							
Réserves brutes (en mois d'importations)	2,4	3,3	2,5	0,9	0,5	0,5	0,6
Masse monétaire large (variation en pourcentage sur 12 mois)	23,4	14,8	19,2	35,3	37,0	37,2	59,4
Base monétaire (variation en pourcentage sur 12 mois)	17,0	11,0	18,3	27,4	33,0	25,0	84,1
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/moyenne de M2)	10,3	9,4	8,6	7,6	7,0	6,7	6,2

Sources : BCRG et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Pour 2003 et 2004, les avoirs extérieurs nets et le crédit au secteur privé de la BCRG ont été corrigés pour tenir compte des transactions avec une entreprise privée. Les données pour 2005 – 06 reprennent les révisions effectuées conformément aux conclusions de l'audit externe.

Tableau 11. Guinée — Récapitulatif des comptes de la Banque centrale, 2000 – 06

(Milliards de francs guinéens)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Avoirs extérieurs nets <sup>1</sup>	53,6	119,9	52,1	-129,3	-155,0	-171,0	-177,2
Or	25,4	16,6	183,7	3,1	9,4	8,1	65,8
FMI	-215,4	-248,0	-268,7	-271,7	-277,4	-389,1	-407,0
Avoirs en DTS	1,3	1,6	2,5	2,9	4,7	9,7	0,6
Avoirs en devises	256,2	393,3	149,6	154,4	136,4	223,9	221,8
Engagements à court terme	-13,9	-43,6	-15,1	-18,1	-28,0	-23,5	-58,4
Avoirs intérieurs nets	289,7	261,1	398,4	703,3	918,3	1.125,3	1.934,2
Crédit intérieur net	241,8	227,5	392,7	575,4	737,4	812,7	1.764,1
Secteur public (net)	258,3	255,8	416,9	528,4	725,8	689,9	1.855,1
Administration centrale (net)	252,5	249,7	414,2	525,7	723,1	685,1	1.854,0
Entreprises publiques	5,8	6,0	2,7	2,7	2,7	4,8	1,1
Secteur privé <sup>1</sup>	5,4	12,9	26,6	79,9	92,1	131,3	167,9
Refinancement	8,0	3,0	10,0	1,6	2,0	14,5	14,1
Bons de stérilisation (-)	-30,0	-44,3	-60,8	-34,5	-82,5	-23,0	-273,0
Autres postes, net (avoids +)	48,0	33,6	5,7	127,9	180,9	312,6	170,1
Comptes de réévaluation	4,1	8,1	9,7	53,0	54,3	95,8	226,4
Ajustement des comptes du FMI	4,9	3,0	0,1	-9,6	0,2	0,1	0,1
Capital, réserves et provisions	-20,2	-25,1	-20,4	-18,7	-26,0	-45,5	-25,4
Allocations de DTS	-5,8	-5,8	-5,8	-5,8	-5,8	-5,8	-5,8
Autres (net)	63,0	51,4	20,1	106,9	156,1	266,0	-27,2
Autres (banque centrale)	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Base monétaire	343,3	381,0	450,5	573,9	763,3	954,3	1.757,0
Circulation fiduciaire	285,2	310,1	349,8	478,1	604,1	786,3	1.306,6
Réserves des banques	36,5	64,3	97,2	93,1	154,1	159,6	443,6
Encaisses	6,3	14,3	18,8	15,8	28,6	28,7	38,8
Dépôts	30,2	50,0	78,4	77,4	125,5	130,9	404,8
dont : réserves obligatoires	0,0	26,1	24,6	33,1	48,1	39,7	94,1
Dépôts du secteur privé	21,7	6,6	3,6	2,7	5,1	8,4	6,8
dont : dépôts en devises	4,7	3,3	0,2	0,1	3,1	5,4	0,4

Sources : BCRG et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Pour 2003 et 2004, les avoires extérieurs nets et le crédit au secteur privé de la BCRG ont été corrigés pour tenir compte des transactions avec une entreprise privée. Les données de 2005 – 06 reprennent les révisions effectuées conformément aux conclusions de l'audit externe.

**Tableau 12. Guinée — Récapitulatif des comptes des banques créatrices de monnaie, 2000 – 06**  
(Milliards de francs guinéens)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Avoirs extérieurs nets	74,2	81,8	69,5	66,8	185,0	277,5	495,5
Avoirs	151,2	136,1	145,9	136,2	282,0	401,8	661,8
Engagements	76,9	54,3	76,4	69,5	97,0	124,3	166,3
Créances sur la banque centrale	57,5	96,4	141,7	110,7	234,6	168,0	702,6
Refinancement (-)	-9,0	-4,8	-15,5	-6,4	-2,0	-14,5	-14,1
Bons de stérilisation	30,0	44,3	60,8	34,5	82,5	23,0	273,0
Réserves des banques	36,5	56,9	96,4	82,6	154,1	159,6	443,6
Dépôts	30,2	42,6	77,5	66,8	125,5	130,9	404,8
Encaisses	6,3	14,3	18,9	15,8	28,6	28,7	38,8
Crédit intérieur	269,3	311,5	389,9	606,2	672,1	1.012,8	940,6
Créances sur le secteur public	-4,9	19,5	94,8	249,3	288,5	444,5	147,6
Administration centrale (net)	-5,1	19,5	84,9	245,4	288,5	444,4	144,8
Créances	18,0	47,0	115,0	285,9	386,2	532,5	325,4
Engagements	23,1	27,5	30,1	40,5	97,7	88,1	180,6
Entreprises publiques	0,2	0,1	10,0	3,9	0,0	0,1	2,8
Créances sur le secteur privé	274,2	292,0	295,1	356,9	383,6	568,3	793,0
Recouvrables	203,4	210,1	215,2	255,7	276,9	470,4	710,3
Douteuses	70,8	81,9	79,9	101,3	106,7	97,9	82,7
Autres postes, net	-122,4	-134,6	-153,5	-181,1	-216,3	-216,3	-204,8
Autres avoirs	60,5	62,1	81,6	89,0	134,1	155,3	298,4
Correspondants	0,0	0,1	0,3	2,2	1,3	23,6	59,5
Immobilisations	24,6	25,5	27,1	30,6	42,2	85,4	121,4
Autres	35,8	36,5	54,1	56,2	90,6	46,4	117,4
Autres engagements	-182,9	-196,6	-235,1	-270,1	-350,4	-371,6	-503,1
Correspondants	-3,0	-11,9	-15,8	-16,8	-13,4	-10,7	-12,4
Fonds propres	-124,8	-134,9	-161,5	-194,0	-229,8	-200,9	-356,2
Autres	-55,2	-49,9	-57,7	-59,3	-107,2	-160,0	-134,5
Engagements envers le secteur privé et les entr. publiques	278,6	355,1	447,6	602,5	875,4	1.242,0	1.933,9
Dépôts en francs guinéens	197,7	251,8	327,5	444,7	607,4	690,4	889,5
Dépôts à vue	177,1	223,0	298,8	382,5	513,4	592,7	796,2
Épargne et dépôts à terme	20,6	28,8	28,7	62,2	94,0	97,7	93,3
Dépôts en devises	80,9	103,3	120,1	157,8	268,0	551,6	1.044,4

Sources : BCRG et estimations des services du FMI.

**Tableau 13. Guinée — Répartition du crédit bancaire par secteur et par échéance, 2000 – 06**

(Pourcentage, sauf indication contraire)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Commerce	60,7	59,7	59,9	53,9	62,9	72,9	76,1
Bâtiment et travaux publics	7,7	8,1	8,8	10,0	9,1	5,3	5,3
Agriculture et textiles	7,3	6,9	5,8	5,1	5,7	4,4	3,9
Services aux entreprises	7,7	9,2	10,0	8,5	6,2	5,4	5,6
Autres secteurs manufacturiers	5,6	7,2	7,1	14,7	10,4	7,0	4,3
Transport	2,6	2,8	3,2	3,2	3,5	3,5	2,8
Autres secteurs <sup>1</sup>	8,5	6,1	5,3	4,7	2,2	1,6	2,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Échéance							
Total des crédits utilisés	68,1	68,1	64,7	72,1	66,4	63,4	63,5
Court terme	57,5	59,5	57,3	60,1	59,2	55,0	51,9
Moyen terme	10,2	8,5	7,1	11,8	7,0	8,4	11,6
Long terme	0,4	0,1	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1
Garanties et engagements	31,9	31,9	35,3	27,9	33,6	36,6	36,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total (milliards de francs guinéens)	397,3	411,3	436,2	477,3	537,7	863,8	1254,4

Source : Banque centrale de la République de Guinée (BCRG).

<sup>1</sup> Y compris l'exploitation des ressources naturelles; l'extraction et la production de minerais; la production d'eau et d'électricité; les services autres qu'aux entreprises.

**Tableau 14. Guinée — Structure des taux d'intérêt, 2000 – 06**

(Pourcentage par an, fin de période)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Taux de la banque centrale et taux fixés par le gouvernement							
Taux de refinancement de la banque centrale <sup>1</sup>	11,5	16,3	16,3	16,3	16,3	22,3	22,3
Bons du Trésor	14,7	13,4	13,3	13,2	14,7	23,9	22,3
Titres de régulation monétaire	13,0	12,6	12,5	11,3	12,3	20,3	20,1
Taux des banques commerciales							
Taux minimum des dépôts d'épargne <sup>2</sup>	7,5	8,2	6,5	6,5	8,4	14,7	14,7

Source : Banque centrale de la République de Guinée (BCRG).

<sup>1</sup> La BCRG a interrompu ses opérations de refinancement depuis 1993, à l'exception d'un nombre restreint de rétrocessions de lignes de crédit de bailleurs de fonds.

<sup>2</sup> Taux fixé par la banque centrale.

Tableau 15. Guinée — Balance des paiements, 2000 – 06

(Millions de dollars EU, sauf indication contraire)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Balance du commerce de marchandises	83,3	160,9	161,3	153,2	27,3	86,4	69,2
Exportations, f.à.b.	666,6	722,8	708,5	731,7	748,3	841,4	1.011,1
<i>dont</i> : produits miniers	570,6	636,5	619,9	627,3	674,8	760,6	908,7
Produits agricoles et halieutiques	44,9	40,3	75,0	91,1	67,2	67,2	96,0
Importations, f.à.b.	-583,3	-561,9	-547,2	-578,5	-721,0	-754,9	-942,0
Produits alimentaires	-106,2	-89,1	-98,5	-101,8	-148,7	-130,8	-146,9
Autres produits de consommation	-87,4	-79,5	-93,9	-88,2	-123,9	-106,1	-110,9
Produits pétroliers	-81,5	-87,0	-88,5	-79,2	-115,1	-161,8	-199,1
Biens intermédiaires et d'équipement	-308,3	-306,3	-266,2	-256,7	-333,3	-356,2	-485,1
Balance du commerce de services	-242,5	-201,5	-230,8	-238,9	-197,2	-188,5	-215,0
Exportations de services	68,0	86,0	76,7	74,8	80,7	82,8	86,0
<i>dont</i> : transport	15,6	31,7	8,9	6,7	5,2	5,8	6,9
Importations de services	-310,5	-287,4	-307,5	-313,7	-277,9	-271,3	-301,0
<i>dont</i> : transport	-137,7	-112,5	-98,6	-93,7	-92,5	-96,8	-120,8
Balance des revenus	-77,6	-87,2	-32,6	-33,8	-59,8	-39,9	-41,7
<i>dont</i> : intérêts au titre de la dette <sup>1</sup>	-55,0	-31,9	-37,5	-42,0	-53,2	-46,1	-52,7
Transferts :	10,5	46,3	23,1	-3,7	2,3	-4,7	2,9
<i>dont</i> : transferts privés nets	-15,0	-12,9	-15,3	-23,1	-7,6	-17,7	-15,6
Transferts officiels	25,5	38,6	20,2	-0,6	-4,8	1,0	2,0
Assistance intérimaire PPTE (multilatérale)	0,0	20,6	18,3	20,0	14,7	12,0	16,5
Compte courant							
Transferts officiels inclus	-226,4	-81,4	-79,0	-123,2	-227,3	-146,6	-184,7
Transferts officiels exclus	-251,9	-140,6	-117,4	-142,6	-237,3	-159,6	-203,2
Compte de capital	71,7	81,9	38,8	77,7	25,6	7,6	24,9
Transferts publics (dons projets)	71,7	81,9	38,8	77,7	25,6	7,6	24,9
Compte financier	-1,2	0,2	41,9	26,1	114,9	52,2	26,6
Dette publique (moyen et long terme)	48,3	58,3	10,7	-19,5	-28,8	-43,4	-111,0
Prêts liés aux projets	126,6	117,6	108,3	72,1	90,3	75,1	47,6
Financement du programme	1,8	60,3	1,0	11,1	0,0	0,0	0,0
Amortissement échu <sup>1</sup>	-80,1	-119,6	-98,6	-102,7	-119,1	-118,5	-158,6
Dette publique (court terme)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissement direct et autres inv. privés	-47,2	-58,0	31,2	55,9	97,9	73,7	160,1
Dette privée a court terme	-2,3	0,0	0,0	-10,3	45,8	21,9	-22,5
Erreurs et omissions	94,6	-25,9	-75,8	-150,0	-12,9	56,6	47,7
Solde global	-61,3	-25,1	-74,2	-169,4	-99,8	-30,2	-85,6
Financement	61,3	25,1	74,2	169,4	99,8	30,2	85,6
Variation des avoirs extérieurs nets	43,3	-43,6	34,4	91,0	-3,9	-22,8	-6,6
<i>dont</i> : Remboursements au FMI	-8,0	14,6	5,4	-14,7	-19,5	-25,7	-19,4
Variation des réserves officielles brutes	51,4	-58,1	38,5	89,8	21,2	5,3	2,7
Variation des arriérés	18,0	0,1	-2,3	18,1	68,9	16,0	70,7
Allègement et rééchelonnement de dette engagés	0,0	68,6	42,1	60,3	34,8	37,0	21,5
<i>Pour mémoire :</i>							
Ratio compte courant/PIB (pourcentage)							
Transferts officiels inclus	-6,4	-2,7	-2,5	-3,4	-5,8	-4,5	-5,9
Transferts officiels exclus	-7,1	-4,6	-3,7	-3,9	-6,0	-4,9	-6,5
Solde global (pourcentage du PIB)	-2,0	-0,8	-2,3	-4,7	-2,5	-0,9	-2,7
Ratio exportations/PIB (pourcentage)	24,0	26,6	24,5	22,3	21,0	28,3	34,9
Ratio importations/PIB (pourcentage)	-29,2	-27,9	-26,6	-24,6	-25,4	-31,5	-39,6
Ratio du service de la dette, avant allègement intérimaire	4,6	20,2	18,9	19,9	23,2	20,7	21,1
Réserves brutes	150,3	208,4	170,0	80,2	59,0	53,7	51,0
Mois d'importations de l'année suivante <sup>2</sup>	2,0	3,3	2,5	0,9	0,5	0,5	0,6
PIB nominal (millions de dollars EU)	3.112	3.039	3.210	3.619	3.938	3.261	3.140

Sources : autorités guinéennes; estimations et projections des services du FMI.

<sup>1</sup> Paiements au titre du service de la dette publique et garantie par l'État.<sup>2</sup> Pourcentage des exportations de biens et services non facteurs, hors importations liées aux projets miniers et aux projets financés sur prêts des bailleurs de fonds.

**Tableau 16. Guinée — Composition des exportations de marchandises, 2000 – 06**  
(Millions de dollars EU, sauf indication contraire)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total des exportations, f.à.b.	666,6	722,8	708,5	726,1	748,3	841,4	1011,1
<i>dont</i> : produits miniers <sup>1</sup>	570,6	636,5	619,9	627,3	674,8	760,6	908,7
Produits agricoles et halieutiques	96,0	86,4	88,6	98,8	73,5	80,8	102,5
Bauxite	299,4	319,6	305,2	255,3	292,4	356,7	404,7
CBG <sup>2</sup>	269,1	290,0	285,6	235,6	269,7	329,6	379,8
Volume (milliers de tonnes)	12,5	12,3	13,4	11,9	12,9	12,8	12,9
Prix (milliers de dollars EU/tonne)	21,5	23,7	21,3	19,9	20,8	25,8	29,5
CBK <sup>3</sup>	20,8	20,4	19,7	19,6	22,7	27,1	24,9
Volume (milliers de tonnes)	1,4	1,6	1,8	1,9	2,1	2,3	2,8
Prix (milliers de dollars EU/tonne)	14,6	12,8	11,0	10,4	11,0	11,8	8,9
Alumine (Friguia)	102,8	138,5	128,4	143,6	163,0	116,7	141,8
Volume (milliers de tonnes)	570,9	679,7	674,6	731,2	785,8	710,0	510,0
Prix (milliers de dollars EU/tonne)	180,0	203,8	190,3	196,4	207,4	164,3	278,0
Diamants	51,3	28,1	34,5	52,2	48,2	35,2	42,9
Arédor, Hymex et Quatro	18,6	4,5	6,4	5,8	3,0	0,0	0,0
Volume (milliers de carats)	41,4	25,5	22,2	28,5	40,1	0,0	0,0
Prix (dollars EU/carat)	450,2	175,1	286,7	203,6	75,9	166,3	167,9
Autres	32,7	23,7	28,2	46,4	45,1	35,2	42,9
Or	117,1	150,2	151,8	176,2	171,3	252,0	319,3
SMD <sup>4</sup>	24,6	29,5	31,9	33,7	35,8	51,3	59,9
Volume (tonnes)	2,7	3,3	3,4	2,9	2,9	4,4	3,6
Prix (dollars EU/once)	283,0	280,0	293,6	364,0	389,0	360,8	511,8
SAG <sup>5</sup>	78,6	77,0	83,8	91,8	82,4	133,5	188,8
Volume (tonnes)	8,7	8,9	8,4	7,9	6,3	9,3	10,2
Prix (dollars EU/once)	281,0	270,1	311,0	363,0	410,0	445,0	578,0
Autres	13,9	43,7	36,1	50,8	53,1	67,2	70,6
Volume (tonnes)	2,9	4,3	4,7	4,7	3,8	4,9	4,9
Prix (dollars EU/once)	220,4	248,8	240,6	333,1	333,1	333,1	452,5
Café	21,4	15,2	17,6	20,7	15,8	23,3	31,8
Volume (milliers de tonnes)	19,6	21,2	21,8	20,6	22,3	23,0	23,8
Prix (milliers de deus/tonne)	1,1	0,7	0,8	1,0	0,7	1,0	1,3
Produits halieutiques	23,5	25,2	28,3	30,1	33,2	30,1	42,1
Coton	...	...	29,1	40,3	18,2	20,9	22,0
Autres exportations	51,1	46,1	13,6	7,7	6,3	6,4	6,5

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Exportations de bauxite, d'alumine, de diamant et d'or.

<sup>2</sup> Compagnie Bauxite de Guinée.

<sup>3</sup> Compagnie Bauxite de Kindia.

<sup>4</sup> Société Minière de Dinguirayo.

<sup>5</sup> Société Aurifère de Guinée.

**Tableau 17. Guinée — Composition des importations de marchandises, 2000 – 06**

(Millions de dollars EU, sauf indication contraire)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total des importations, f.à.b.	583,3	561,9	547,2	525,8	721,0	754,9	942,0
Ajustement pour fret, assurance, exonérations diplomatiques et commerce de transit	111,1	107,0	108,1	45,2	56,7	93,3	116,4
Importations, c.a.f.	694,4	668,9	655,3	571,1	777,7	848,2	1058,4
Produits alimentaires	126,4	124,6	118,0	110,5	160,4	147,0	165,0
Prix constants de 1996	192,8	184,5	156,5	139,4	177,1	162,8	166,3
Indice des prix, 1990 = 100	83,7	86,2	81,8	86,0	98,3	97,9	107,6
Autres produits de consommation	104,0	98,8	112,5	95,8	133,6	119,2	124,7
Prix constants de 1996	132,8	133,4	144,0	114,7	135,1	109,3	89,0
Indice des prix, 1990 = 100	91,4	86,4	76,8	82,1	97,3	107,3	137,8
Produits pétroliers	97,0	104,6	106,0	86,0	124,1	181,8	223,7
Prix constants de 1996	70,1	87,8	86,6	60,6	67,0	69,4	70,9
Indice des prix, 1990 = 100	28,2	24,3	25,0	28,9	37,8	53,4	64,3
Biens intermédiaires	122,6	112,6	130,4	110,9	142,3	167,6	227,7
Prix constants de 1996	156,5	152,1	166,9	132,8	143,9	153,6	162,5
Indice des prix, 1990 = 100	91,4	86,4	76,8	82,1	97,3	107,3	137,8
Biens d'équipement	244,4	228,3	188,4	167,9	217,2	232,7	317,4
Prix constants de 1996	312,0	308,2	241,1	201,1	219,6	213,3	226,5
Indice des prix, 1990 = 100	91,4	86,4	76,8	82,1	97,3	107,3	137,8
Pour mémoire :							
Importations, c.a.f., prix de 1996	814,4	833,7	697,7	570,9	698,2	693,6	768,5
Variation en pourcentage	-3,5	2,4	-16,3	-18,2	22,3	-0,7	10,8
Prix des importations (1996 =100)	85,3	80,2	93,9	100,0	111,4	122,3	137,7
Variation en pourcentage	8,1	-5,9	17,1	6,5	11,4	9,8	12,6
Ratio importations/PIB (pourcentage)	27,9	27,9	26,6	24,6	25,4	31,5	39,6
Importations de marchandises, f.à.b.	18,7	18,5	17,0	14,5	18,3	23,2	30,0
Importations de services	9,1	9,5	9,6	10,1	7,1	8,3	9,6
Termes de l'échange (1996 =100)	106,3	115,0	107,7	103,5	88,8	82,8	86,9
Variation en pourcentage	-7,8	8,1	2,4	-3,8	-14,2	-6,8	5,0

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

Tableau 18. Guinée — Répartition géographique des échanges/exportations, 2000 – 06

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Pourcentage du total)						
Pays industrialisés	78,55	84,35	57,56	76,47	65,93	43,32	42,12
<i>dont</i> :							
Espagne	7,61	10,29	10,13	1,13	0,83	10,16	8,98
États-Unis	11,48	17,66	9,28	9,51	1,06	6,13	7,69
France	18,55	21,19	7,13	14,47	17,72	5,74	7,70
Irlande	17,23	11,15	8,62	1,04	0,93	6,00	5,08
Belgique	13,10	2,20	9,70	11,50	14,71	4,50	3,22
Allemagne	5,25	6,89	5,02	0,23	0,10	5,04	5,38
Canada	3,81	2,84	3,13	0,01	0,01	1,80	2,19
Pays-Bas	0,05	1,32	0,59	0,24	1,01	0,47	0,35
Royaume-Uni	1,38	8,07	0,47	24,01	14,70	0,57	0,21
Suisse	0,05	2,34	0,01	13,31	12,83	0,12	0,01
Pays en développement	21,45	15,65	42,44	13,23	6,10	43,22	41,66
Afrique	7,56	14,78	3,81	10,85	1,52	1,90	2,14
<i>dont</i> :							
Cameroun	5,58	13,69	1,50	1,45	0,00	0,00	0,00
Côte d'Ivoire	0,04	0,01	0,36	8,46	0,02	0,65	0,68
Libéria	0,02	0,35	0,25	0,04	0,13	0,06	0,07
Nigéria	0,01	0,03	0,62	0,01	0,01	0,00	0,01
Asie	0,11	0,06	21,29	0,21	0,29	13,53	12,07
<i>dont</i> :							
Corée	0,04	0,02	17,86	0,06	0,06	11,29	8,81
Rép. pop. de Chine	0,01	0,00	1,27	0,00	0,02	0,21	0,81
Europe	13,78	0,79	17,33	1,60	4,27	27,77	27,36
<i>dont</i> :							
Russie	0,00	0,00	6,80	0,00	0,00	14,63	11,55
Ukraine	11,20	0,29	6,69	0,25	4,21	7,93	9,55
Roumanie	0,28	0,00	2,53	0,01	0,00	2,79	1,77
Moyen Orient	0,01	0,01	0,00	0,00	0,01	0,02	0,05
Hémisphère occidental	0,00	0,00	0,01	0,58	0,00	0,00	0,03
Pour mémoire :							
Union européenne	65,46	61,50	47,82	54,91	50,95	38,13	34,13
Pays exportateurs de pétrole	0,01	0,05	0,70	0,07	0,02	0,02	0,03
Pays en développement non exportateurs de pétrole	21,44	15,61	41,74	13,16	6,08	43,19	41,63
	(Millions de dollars EU, sauf indication contraire)						
Exportations selon <i>DOTS</i>	617,4	542,7	828,1	628,7	559,6	1.327,9	1.363,1
Exportations selon <i>BOP</i>	666,6	722,8	708,5	726,1	748,3	841,4	1.011,1
Exportations selon <i>DOTS</i> en proportion des exportations selon <i>BOP</i>	92,6	75,1	116,9	86,6	74,8	157,8	134,8

Source : FMI, *Direction of Trade Statistics (DOTS)* (Statistiques du commerce extérieur), diverses années.

Tableau 19. Guinée — Répartition géographique des échanges/importations, 2000 – 06

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Pourcentage du total)						
Pays industrialisés	0,56	0,59	0,65	0,55	0,32	0,36	0,33
<i>dont :</i>							
France	20,62	19,30	18,06	14,95	8,74	7,20	8,04
Belgique	8,14	8,70	7,30	6,74	5,94	4,12	4,38
Italie	3,01	2,94	8,58	3,39	1,71	4,71	1,59
Pays-Bas							
Royaume-Uni	1,87	1,93	5,02	5,58	0,91	2,38	2,94
États-Unis	5,58	7,13	7,89	3,75	3,35	7,34	3,17
Allemagne	3,21	2,52	3,28	3,72	1,70	1,23	1,29
Espagne	2,14	2,65	2,05	1,89	1,16	1,57	1,01
Japon	5,17	5,26	2,53	4,04	2,22	0,80	2,33
Suisse	0,99	1,61	1,64	3,93	0,90	0,45	0,29
Pays en développement	43,44	41,32	34,94	44,43	65,09	62,14	64,76
Afrique	24,96	22,02	11,78	13,46	22,44	11,91	9,40
<i>dont :</i>							
Côte d'Ivoire	17,92	17,29	5,07	7,04	15,11	5,17	3,49
Sénégal	0,65	0,86	2,07	0,65	0,46	2,35	1,81
Afrique du Sud	2,19	1,86	1,40	2,71	4,64	2,19	1,84
Pays en développement d'Asie	13,14	14,52	17,62	21,71	13,16	16,95	16,07
<i>dont :</i>							
Rép. pop. de Chine	4,92	6,27	5,44	11,51	5,90	8,48	8,58
Hong Kong	0,99	1,12	2,30	1,08	0,49	0,82	0,64
Inde	2,02	1,91	4,01	3,34	2,29	3,14	3,22
Indonésie	1,02	1,31	2,39	2,21	0,58	0,97	1,01
Corée	0,29	0,27	1,17	0,49	0,23	1,08	0,30
Europe	3,15	1,93	2,24	2,75	3,23	2,93	2,14
Moyen Orient	1,40	2,13	1,28	2,22	1,72	1,36	1,42
Hémisphère occidental	0,79	0,72	2,03	4,28	24,53	28,99	35,72
Pour mémoire :							
Union européenne	44,52	42,44	52,31	41,02	24,77	27,15	26,54
Pays exportateurs de pétrole	2,41	3,14	4,48	3,95	1,91	2,07	2,17
Pays en dév. non exportateurs de pét	41,03	38,18	30,47	40,47	63,17	60,07	62,59
	(Millions de dollars EU, sauf indication contraire)						
Importations selon <i>DOTS</i> , c.a.f.	532,8	498,8	876,9	694,0	1.140,5	1.871,9	2.251,0
Importations selon la balance des paie	694,5	668,9	655,3	571,1	777,7	848,2	1.058,4
Importations selon la balance des paie	583,3	561,9	547,2	525,8	721,0	754,9	942,0

Sources : autorités guinéennes; estimations des services du FMI; FMI, Direction of Trade Statistics (DOTS), diverses années.

Tableau 20. Guinée — Dette extérieure publique, 2000 – 06 <sup>1</sup>

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Millions de dollars EU)						
Total de l'encours de la dette à moyen et long terme	3258,9	3204,6	3069,2	3172,2	3242,2	3198,8	3187,9
Dette à moyen et long terme (hors FMI)	3146,0	3081,3	2930,2	3035,9	3120,2	3111,5	3115,6
Institutions multilatérales, FMI exclu	1553,6	1657,3	1764,0	1852,1	1889,9	1958,5	1943,2
Institutions des pays arabes	146,8	126,6	115,7	112,9	120,5	138,0	136,7
Créanciers bilatéraux <sup>1</sup>	1435,6	1289,4	1042,5	1062,9	1071,9	976,9	1000,8
Club de Paris	1167,6	1074,4	827,5	847,9	857,3	819,3	887,9
Post date butoir	297,3	276,5	279,0	307,3	326,6	302,2	335,2
Rééchel. en 1986 et non rééchel. auparavant	74,1	63,7	54,4	41,5	29,9	29,1	29,2
Rescheduled in 1989	61,8	45,0	34,4	22,1	22,3	21,6	20,7
Rééchelonnée en 1992	111,3	101,4	104,7	117,5	120,2	114,6	121,4
Rééchelonnée en 1995	98,2	92,2	96,0	109,1	110,6	104,4	111,1
Rééchelonnée en 1997	83,9	76,7	79,4	87,6	88,7	95,2	118,1
Fédération de Russie	441,0	418,9	179,6	162,8	159,0	152,2	152,2
Autres créanciers bilatéraux	268,0	215,0	215,0	215,0	214,6	157,5	112,9
Créanciers commerciaux	10,0	8,0	8,0	8,0	37,9	38,1	34,9
Encours des crédits du FMI	112,9	123,3	139,0	136,3	121,9	87,3	72,2
Pour mémoire :	(Pourcentage du PIB)						
Total de la dette	104,7	105,4	95,6	87,6	82,3	98,1	101,5
Dette à moyen et long terme (hors FMI)	101,1	101,4	91,3	83,9	79,2	95,4	99,2
Crédits du FMI	3,6	4,1	4,3	3,8	3,1	2,7	2,3

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Le rapprochement intégral de la dette de la Guinée envers certains de ses créanciers bilatéraux et multilatéraux n'a pas été effectué. Un rapprochement des données sera effectué dans le cadre de la revue au point d'achèvement de l'initiative PPTE.

**Tableau 21. Guinée — Indicateurs de la solidité financière du secteur bancaire, 2001 – 06**  
(Pourcentage, sauf indication contraire)

Normes prudentielles	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Capital net (milliards de francs guinéens) <sup>1</sup>	4,8	9,2	8,7	10,8	14,7	23,0
Ratio capital réglementaire/actifs pondérés sur le risque <sup>1</sup>	11,6	18,4	15,8	12,2	11,1	13,8
Prêts de montant supérieur à 15 % du ratio capital/capital réglementaire <sup>1</sup>	4,3	1,4	1,8	1,7	2,7	3,2
Nombre de prêts de montant supérieur à 25 % du capital <sup>1</sup>	3,4	2,1	2,6	1,3	1,4	1,3
Ratio de prêts à des dirigeants et apparentés/capital réglementaire <sup>1</sup>	...	11,3	9,3	7,7	6,3	6,5
Nombre de prêts à des dirigeants et apparentés de montant supérieur à 5 % du capital <sup>1</sup>	...	0,6	0,6	0,3	0,3	0,0
Ratio actifs liquides/passif à court terme <sup>1</sup>	164,5	363,6	172,8	214,8	185,4	136,0
Ratio de positions ouvertes sur devises/capital réglementaire <sup>1</sup>	...	7,7	11,0	17,2	23,9	14,3
(Nombre de banques respectant les ratios prudentiels sur un total de sept établissements en 2001–05 et huit à fin 2006)						
Capital net (milliards de francs guinéens)	5	5	6	6	7	8
Ratio capital réglementaire/actifs pondérés sur le risque	4	7	7	7	4	8
Prêts de montant supérieur à 15 % du ratio capital/capital réglementaire	5	7	7	7	7	8
Nombre de prêts de montant supérieur à 25 % du capital	2	3	5	2	3	4
Ratio de prêts à des dirigeants et apparentés/capital réglementaire	...	4	4	5	2	0
Nombre de prêts à des dirigeants et apparentés de montant supérieur à 5 % du capital	...	4	4	6	3	0
Ratio actifs liquides/passif à court terme	7	7	7	7	7	8
Ratio de positions ouvertes sur devises/capital réglementaire	...	7	7	6	4	1

Source : Banque centrale de la République de Guinée (BCRG).

<sup>1</sup> Figurant dans la réglementation prudentielle de la BCRG; représentant la moyenne des sept banques (huit à partir de la fin 2006).

<sup>2</sup> Plafond fixé à 2 milliards de francs guinéens avant mars 2002 et porté à 10 milliards à compter de janvier 2007.

<sup>3</sup> Ratio établi à 8 % avant juin 2003.

<sup>4</sup> Ratio établi à 70 % avant juin 2003.

**Tableau 22. Guinée — Structure du portefeuille de prêts des banques commerciales, 2001 – 06**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	(Milliards de francs guinéens)					
1. Total de l'encours des crédits	302,7	310,7	368,7	381,3	572,3	799,6
2. Crédits productifs	213,3	225,5	259,7	276,8	473,9	715,1
<i>dont</i> : valeurs non réparties (VNR)	5,2	6,3	7,0	0,2	0,5	0,3
3. Crédits gelés	4,9	5,3	5,8	4,5	0,5	0,8
4. Créances douteuses et en contentieux, net	10,4	9,2	16,9	2,0	3,3	3,7
5. Provisions	73,5	70,7	86,4	98,0	94,7	79,8
6. Prêts improductifs (4+5)	83,9	79,9	103,2	100,0	97,9	83,6
7. Prêts impayés (VNR+3+4+5)	94	91,5	116,0	104,7	98,9	84,7
	(Pourcentage)					
Prêts impayés/total des crédits (1/7)	31,1	29,4	31,5	27,5	17,3	10,6
Prêts improductifs/total des crédits (1/6)	27,7	25,7	28,0	26,2	17,1	10,5
Couverture des prêts improductifs (5/6)	87,6	88,5	83,7	98,0	96,7	95,5

Source : Banque centrale de la République de Guinée.

Tableau 23. Guinée — Engagements à moyen et long terme au titre du service de la dette extérieure publique, 2000 – 06

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
(Millions de dollars EU)							
Total du service de la dette exigible (hors FMI)	152,3	158,6	149,5	140,6	166,9	171,3	197,7
Intérêts exigibles sur la dette extérieure publique à moyen et long terme	38,8	39,0	50,9	37,9	47,8	45,0	45,4
Institutions internationales	13,7	17,9	21,5	18,9	25,3	21,1	19,8
Institutions des pays Arabes	1,4	2,2	2,2	2,6	2,3	2,4	2,9
Club de Paris, post date-butoir	5,8	5,2	4,8	4,3	4,6	5,7	4,6
Club de Paris, dette rééchelonnée en 1986 et avant	1,1	0,9	0,9	0,8	1,1	0,6	0,4
Club de Paris, 1989	4,1	2,8	1,9	1,0	0,9	0,9	0,6
Club de Paris, 1992	4,1	3,8	3,6	3,2	4,7	4,5	4,5
Club de Paris, 1995	3,3	2,9	2,8	2,6	3,3	3,8	4,1
Club de Paris, 1997	3,3	1,2	3,1	2,7	3,7	3,9	5,3
Fédération de Russie <sup>2</sup>	2,0	1,9	10,0	1,8	1,8	2,2	2,2
Créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	1,1
Principal exigible au titre de la dette ext. publique à moyen et long termes (hors FMI)	113,5	119,6	98,6	102,7	119,1	126,3	152,3
dont : Institutions internationales <sup>1</sup>	43,1	37,6	44,6	45,0	53,2	60,1	73,1
Club de Paris, post date-butoir	13,6	16,6	15,7	16,9	23,5	22,6	24,6
Fédération de Russie <sup>2</sup>	22,1	22,1	3,6	10,1	4,2	4,8	8,0
Créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris <sup>2</sup>	4,9	8,5	7,6	8,2	8,3	1,4	1,4
Pour mémoire :							
Variation des arriérés au titre du service de la dette	18,0	0,1	-2,3	18,1	68,9	16,0	70,7

Sources : autorités guinéennes et estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Institutions des pays arabes non comprises.<sup>2</sup> Dette envers certains créanciers bilatéraux non rapprochée dans son intégralité; le tableau correspond à la position guinéenne.

**Tableau 24. Guinée — Taux de change nominaux et indices du taux de change effectif, 1<sup>er</sup> trimestre 2000 – 4<sup>e</sup> trimestre 2006**  
(Indice, 2000 = 100, sauf indication contraire)

	Francs guinéens <sup>1</sup> pour 1 dollar EU		Francs guinéens pour 1 DTS		IPC non corrigé		IPC corrigé		Indice des prix relatifs		Taux de change effectif			
	Moy. de la période	Fin de période	Moy. de la période	Fin de période	Moy. de la période	Fin de période	Moy. de la période	Fin de période	Moy. de la période	Fin de période	Réel	Nominal	Réel	
2000														
T1	1.747	1.680	2.364	2.262	97,7	239,4	97,5	97,9	99,0	99,1	95,5	94,6	100,6	99,6
T2	1.610	1.626	2.136	2.174	97,8	265,0	98,5	98,9	99,2	99,0	107,2	106,3	105,3	104,3
T3	1.738	1.826	2.275	2.370	100,3	281,2	100,3	103,3	99,8	102,3	101,4	101,2	99,2	101,5
T4	1.892	1.882	2.436	2.452	104,2	104,7	103,6	104,1	102,1	102,2	95,9	97,9	93,1	95,2
2001														
T1	1.923	1.975	2.485	2.489	104,3	104,1	104,4	104,5	101,8	101,7	92,4	94,1	93,3	94,9
T2	1.945	1.952	2.451	2.431	104,3	104,7	105,2	105,7	101,6	101,6	95,0	96,5	96,1	97,7
T3	1.962	1.952	2.493	2.516	106,5	107,3	106,3	106,5	102,1	102,2	93,1	95,1	91,6	93,7
T4	1.972	1.988	2.505	2.499	106,3	105,9	105,7	105,5	101,1	100,7	92,9	93,9	93,2	93,8
2002														
T1	1.977	1.975	2.469	2.455	106,2	106,5	106,3	107,1	100,9	101,4	94,2	95,1	94,3	95,7
T2	1.975	1.976	2.523	2.549	106,9	107,4	108,0	108,5	101,8	102,2	91,4	93,1	89,2	91,2
T3	1.976	1.976	2.614	2.631	109,4	109,9	109,0	108,8	102,3	102,0	87,9	90,0	88,2	90,0
T4	1.976	1.976	2.627	2.620	111,5	112,4	110,7	112,1	103,1	104,0	87,6	90,3	86,5	90,0
2003														
T1	1.975	1.977	2.703	2.720	115,1	117,7	115,5	118,9	106,2	109,0	83,7	88,9	83,3	90,8
T2	1.980	1.980	2.765	2.805	119,1	120,4	120,4	121,6	110,4	111,4	80,4	88,8	79,0	88,0
T3	1.986	1.995	2.761	2.768	122,4	123,9	121,6	122,2	111,0	111,3	80,1	89,0	79,8	88,9
T4	1.999	2.000	2.878	2.964	125,3	125,9	124,3	125,7	112,6	113,6	76,5	86,2	75,0	85,2
2004														
T1	1.992	2.000	2.968	2.969	129,6	129,8	130,4	131,8	117,2	118,2	74,0	86,7	74,8	88,4
T2	2.000	2.000	2.922	2.942	131,0	132,3	132,7	133,5	118,2	118,6	75,8	89,7	75,6	89,7
T3	2.358	2.550	3.457	2.932	145,7	157,6	144,2	155,0	127,6	136,9	60,7	77,2	58,1	79,6
T4	2.550	2.550	3.853	3.516	159,7	160,8	158,2	160,3	138,8	140,2	57,0	79,1	55,3	77,6
2005														
T1	2.796	3.228	4.257	3.517	164,5	165,5	166,1	169,1	144,5	146,5	51,2	74,0	46,9	68,7
T2	3.543	3.827	5.284	5.600	176,2	186,0	178,6	187,3	154,1	161,3	41,5	63,9	39,8	64,2
T3	3.931	4.133	5.743	5.988	197,1	201,3	194,5	197,7	166,5	168,7	38,0	63,2	36,6	61,7
T4	4.307	4.500	6.179	6.443	205,8	208,5	203,9	207,6	173,2	176,0	35,1	60,8	34,0	59,9
2006														
T1	4.570	4.717	6.583	6.795	216,0	219,9	218,5	225,4	184,1	189,7	32,5	59,9	32,4	61,4
T2	4.908	5.089	7.227	7.481	239,4	252,1	242,7	253,4	203,0	211,5	29,8	60,4	28,9	61,0
T3	5.484	5.596	8.127	8.283	265,0	270,1	260,9	268,5	216,9	220,5	26,4	57,2	25,9	57,1
T4	5.735	5.977	8.547	8.992	281,2	290,0	278,9	288,5	230,9	237,9	25,1	57,9	23,7	56,3

Sources : autorités guinéennes; FMI, Statistiques financières internationales et Système d'avis publics; estimations des services du FMI.

<sup>1</sup> Taux de change officiel.